

CHRONIQUES

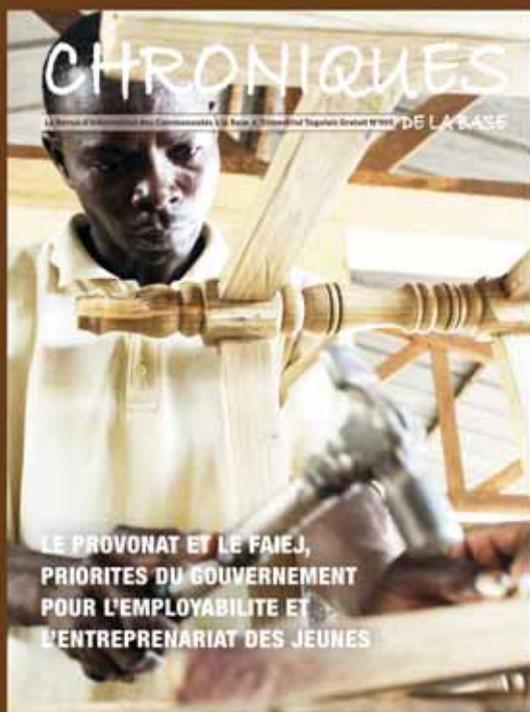
La Revue d'Information des Communautés à la Base ★ Trimestriel Togolais Gratuit N°005

DE LA BASE

**LE PROVONAT ET LE FAIEJ,
PRIORITES DU GOUVERNEMENT
POUR L'EMPLOYABILITE ET
L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES**



Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse
et de l'Emploi des Jeunes



Récepissé N° 455/08/02/12/HAAC

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Victoire TOMEGA-DOGBE

CONSEILLER ÉDITORIAL ET DIRECTEUR ARTISTIQUE

W. Laurent BOUSTANI (HERMES COMMUNICATION)

Annie TOURETTE

COMITÉ DE RÉDACTION

Victoire TOMEGA-DOGBE, Yawotsé VOVOR, W. Laurent BOUSTANI, Annie TOURETTE, Kévin DASSA, Dovenam WELBECK (HERMES COMMUNICATION).

RÉDACTEURS

Kokou KALEFE, Annie TOURETTE, John TCHAGOU, Sika GNAGNIKO, Edith ALLAUME, Kévin DASSA, Joseph MENSAH-BOBOE, Waké SINGO.

PHOTOS

Nicolas ROBERT

MAQUETTE ET INFOGRAPHIE

Ismaël MBE (HERMES COMMUNICATION)

IMPRIMERIE

GRUPE IPC COMMUNICATION

00 228 22 23 06 00

TIRAGE

3.000 exemplaires

MARKETING

Victoire TOMEGA-DOGBE

COMPTABILITÉ

Daniel Ayi, Ida Abalo

CONTACTS

00 228 22 61 07 40

www.chroniquesdebase.com

www.mindevbase.tg

chroniquesdelabase@gmail.com

facebook / chroniques de la base

cité OUA, Lomé Togo

SOMMAIRE



EDITORIAL

5

DOSSIER 1 : JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES

7

PLAN STRATEGIQUE NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES (PSNEJ)

8-11

FORUM NATIONAL DE LA JEUNESSE TOGOLAISE (FNJ)

12-15

ENTREPRENARIAT DES JEUNES : LE FONDS D'APPUI AUX INITIATIVES

ECONOMIQUES DES JEUNES (FAIEJ)

16-19

PROGRAMME DE PROMOTION DU VOLONTARIAT NATIONAL (PROVONAT)

20-31

LES CENTRES ET MAISONS DES JEUNES AU SERVICE

DU DEVELOPPEMENT DE L'ESPRIT CITOYEN

32-35

VACANCES MISES A PROFIT

36-39

DOSSIER 2 : ARTISANAT

41

ARTISANAT ET EMPLOI DES JEUNES

42-47

DOSSIER 3 : DEVELOPPEMENT A LA BASE

47

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

50-53

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'APPUI AU DEVELOPPEMENT

A LA BASE (PRADEB)

54-63

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MICROPROJETS D'INFRASTRUCTURES

COMMUNAUTAIRES (PSMICO)

64-69

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE A LOME (PDC-L)

70-73

PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PDC)

74-91

PLANTES A RACINES ET TUBERCULES (PRT)

92-96

Construire sans relâche le développement à la base.

Dans le souci permanent d'assurer un développement harmonieux et équitable de nos communautés à la base, le gouvernement a développé depuis 2008 un paradigme innovant, centré sur l'accès au minimum vital commun. L'attention toute particulière accordée à cette nouvelle dynamique, a conduit à la création d'un ministère dédié et dont la mission principale est de veiller à la valorisation des potentialités locales en créant des conditions favorables à l'auto prise en charge des communautés à la base.

Depuis sa création en septembre 2008, le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a ainsi initié et mis en œuvre plusieurs projets et programmes qui sont le reflet de notre détermination à combattre la précarité. Il s'agit avant tout de se mettre à l'écoute et au service des populations défavorisées afin de lutter contre la pauvreté par des actions concrètes. Ces actions ne sont porteuses que si elles bénéficient de l'adhésion et du concours des populations concernées, car notre approche se veut participative et responsable.

Dans cette optique, une politique nationale de développement à la base a été adoptée. Une agence et un fonds sont mis en place pour accompagner les communautés à la base. A travers ces outils nous entendons poursuivre sans relâche la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes et améliorer l'accès des communautés vulnérables aux infrastructures de base. Pour y parvenir il est essentiel que nous les dotions des capacités institutionnelles, techniques et financières, dont ils ont besoin pour être en mesure de planifier, concevoir et mettre en œuvre des initiatives d'auto-prise en charge.

A force de détermination et grâce au concours de tous, nous avons pu mobiliser de jeunes volontaires nationaux, former et outiller nos jeunes entrepreneurs et artisans, installer des plateformes multifonctionnelles dans plusieurs localités de notre pays, faciliter l'accès au microcrédit, organiser les communautés de nos cantons, villages,



communes, et quartiers, autour des activités à haute intensité de main d'œuvre... Des cantines scolaires ont vu le jour dans de nombreux établissements scolaires ainsi que des infrastructures socio-collectives (marchés, centres de santé, bâtiments scolaires, maison des jeunes etc.). Ces résultats n'auraient pas été atteints sans l'implication active des communautés elles-mêmes. Elles ont apporté leur contribution aux efforts du gouvernement et ce faisant, à leur propre développement.

Les projets réalisés et les succès enregistrés sont une source d'exemple et d'encouragement pour tous. Ils doivent nous inciter à poursuivre nos efforts et à nous mobiliser davantage pour faire face avec le même succès aux défis qu'il nous reste à relever. Le processus de développement, dans lequel notre pays s'est engagé fait son chemin. Il nécessite plus que jamais le concours de tous les citoyens. Pour porter tous ses fruits, le développement à la base doit être inclusif. C'est pourquoi l'ensemble du gouvernement reste mobilisé en faveur des communautés rurales et urbaines du Togo sans distinction aucune. Le chemin que nous avons emprunté vers le développement est exigeant et même éprouvant. Mais j'ai la ferme conviction que l'engagement, la détermination des uns et des autres ne peuvent que nous conduire vers le succès total pour peu que nous restions toujours aussi mobilisés et aussi solidaires vis-à-vis de nos concitoyens qui s'organisent et se battent chaque jour pour sortir de la pauvreté.

Faure Essozimna Gnassingbé
Président de la République Togolaise

« Le développement des communautés à la base au cœur des préoccupations des autorités togolaises »

... C'est dans cette dynamique, que le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, s'est employé cette année encore, à travers ses projets et programmes, à assurer le minimum vital à toutes les couches sociales de notre pays.

Le premier semestre de l'année 2013 a été celui de la nouveauté et de l'édification, en matière de jeunesse et d'emploi des jeunes. En réponse à l'épineuse question du chômage des jeunes, le gouvernement togolais, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a démarré l'élaboration du Plan Stratégique National pour l'Emploi des Jeunes dont la mise en œuvre effective permettra de lutter efficacement contre le désœuvrement de notre jeunesse.

Reste que, « la meilleure façon d'avoir un emploi est de le créer soi-même »

... C'est pour cette raison, et parce que les talents de nos jeunes s'expriment de multiples façons, que le gouvernement, à travers l'opérationnalisation du Fond d'Appui aux Initiatives Economique des Jeunes (FAIEJ), a mis l'accent sur la formation et l'accompagnement financier des jeunes entrepreneurs de notre pays.

Le premier semestre de l'année 2013 a également été celui de la pérennisation et du renforcement en matière de développement à la base. Le gouvernement togolais appuie l'autonomisation des communautés, afin qu'elles soient actrices de leur propre développement. Cette logique participative a été confirmée avec le lancement réussi du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB),



Mme Victoire TOMÉGAH-DOGBÈ
Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et l'Emploi des Jeunes

qui poursuit les efforts déjà mis en place par le gouvernement auprès des communautés à la base. De même, les résultats favorables obtenus dans tous les domaines par les différentes composantes du Projet de Développement Communautaire (PDC) nous ont amené à reconduire et à élargir le projet. De l'accès aux infrastructures à l'environnement, en passant par la scolarisation via la mise en place de cantines scolaires, ce sont tous les aspects du développement local qui sont concernés par le nouveau PDC Plus.

Enfin, ce premier semestre de l'année 2013 a vu l'artisanat faire un bond en avant grâce au partenariat avec l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UMEOA). Les Groupements Interprofessionnels des Artisans Togolais (GIPATO) ont pu bénéficier d'équipements lourds leur permettant d'améliorer leur productivité et de conquérir les marchés internationaux.

Dans ce nouveau numéro de « **Chroniques de la Base** », c'est un bilan, à mi-chemin, que nous vous proposons. Un bilan riche d'histoires et de parcours individuels. Un bilan qui laisse entrevoir de bonnes perspectives et des défis que le gouvernement est déterminé à relever, grâce et avec vous tous pour le bonheur des communautés à la base.

FABRICATION ET VENTE DE MATERIELS SPORTIFS

Tel: 3387137/9234847/9954887
0208555

Lomé Togo



JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES

DEPUIS 2008 À CE JOUR

- 3 590 volontaires mobilisés et déployés sur le terrain (PROVONAT) ;
- 2 500 groupements (22 000 jeunes) ont eu accès au micro crédit dans le cadre du PRT ;
- 25 000 emplois temporaires à travers le PDC HIMO
- 3 maisons de jeunes en construction à Lomé, Atakpamé et Kara
- 839 jeunes formés en entrepreneuriat (FAIEJ) et 300 jeunes disposant de plans d'affaires jugés bancables ;
- 26 345 jeunes ont participé aux Vacances Utiles et Citoyennes (VUC) et formés à la citoyenneté ;
- 782 jeunes ont participé au 1er Forum National de la Jeunesse (FNJ) et sensibilisés à la citoyenneté ;

PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES (PSNEJ).

LA PROBLÉMATIQUE DE L'EMPLOI DES JEUNES AU CENTRE DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI.

A l'instar de la plupart des pays africains, la situation de l'emploi des jeunes au Togo est très préoccupante. Prenant conscience de cette problématique, le gouvernement togolais a placé l'emploi des jeunes au centre de sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017. C'est pour donner une impulsion et une dynamique nouvelle à la politique du gouvernement de réduction de la pauvreté et de création de nouveaux emplois que le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes s'est engagé dans un processus d'élaboration du Plan Stratégique National pour l'Emploi des Jeunes (PSNEJ).

Le plan d'action stratégique national pour l'emploi des jeunes a pour objectif d'assurer une meilleure contribution du secteur de l'emploi des jeunes à l'accélération de la croissance économique en offrant à la jeunesse togolaise plus d'opportunités d'accès à l'emploi salarié ou indépendant décent et durable. Il vise à réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes. Pour atteindre cet objectif, six axes stratégiques ont été identifiés, notamment, la plaidoirie et la promotion de politiques sectorielles de qualité intégrant l'emploi des jeunes ; l'amélioration de l'employabilité des jeunes ; le renforcement de la capacité à l'auto-emploi ;

la diversification, la reconversion et la réduction du sous-emploi ; la promotion de l'accès au financement des jeunes ; le renforcement et le pilotage, la coordination, la planification et le suivi évaluation.

Deux étapes importantes du processus d'élaboration ont déjà été franchies. Ainsi, le rapport de l'étude diagnostique de base sur la situation de l'emploi des jeunes au Togo, en collaboration avec le Bureau International du Travail (BIT) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BAD), a été validé en décembre 2012, et un atelier de diagnostic participatif complémentaire ayant permis d'affiner les principales orientations et axes stratégiques sur lesquels devront s'articuler le plan sectoriel, dont la validation est attendue dans les prochains jours.

Une jeunesse frappée par le chômage et le sous-emploi.

L'étude diagnostique de base sur la situation de l'emploi des jeunes confirme la sévérité du chômage et du sous-emploi au sein de notre jeunesse. En effet, suivant les résultats qui rappellent ceux de l'enquête du Questionnaire Unifié de Bien-être de 2006 et 2011, le taux de chômage des jeunes de 15 à 35 ans se fixe à 8,1% avec une tendance plus accrue pour ceux détenteurs de diplômes plus élevés.



Quelques participants à l'atelier de diagnostic participatif de Notsé.

Si l'on considère l'incidence du chômage chez les jeunes par région économique ainsi que la répartition de ces derniers ayant un emploi selon leur zone de résidence (milieu urbain ou milieu rural), le niveau d'instruction et les tranches d'âges, les résultats croisés de l'étude révèlent que la plupart des jeunes ayant un emploi sont originaires de la région des Plateaux (29%) et de Lomé (26,9%). La région de la Kara renferme la plus petite portion de jeunes actifs, soit (2,2%). En ce qui concerne la zone de résidence, 48,4% des jeunes ayant un travail sont issus du milieu urbain et 51,6% du milieu rural. En outre, on note, par rapport, au niveau d'instruction que ce sont les jeunes ayant des diplômes inférieurs qui sont le plus insérés professionnellement, soit un taux de (50%). L'analyse de ces résultats montre également que la majorité, soit 34,4% ont entre 30 et 34 ans. Ceci confirme à ne plus en douter que les jeunes arrivent de plus en plus tard sur le marché du travail eu égard aux nombreuses difficultés qui entourent l'accès au marché du travail par les primo demandeurs d'emplois. L'étude diagnostique a relevé les stratégies mises en œuvre par les jeunes en quête d'emploi, et a permis d'évaluer la durée du chômage tout en recensant les difficultés rencontrées dans le processus de recherche d'emploi. Enfin, elle a formulé des propositions en vue de l'élaboration du document de plan stratégique national pour l'emploi des jeunes.

Des axes stratégiques pour l'élaboration du PSNEJ définis.

Le PSNEJ permettra, à terme, de renforcer la prise en compte des questions liées à l'adéquation formation-emploi(...)

Yawotse VOVOR, Directeur de Cabinet du Ministère en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Après la validation de ce rapport d'étude diagnostique de référence, il était important de réunir tous les acteurs impliqués en matière de promotion de l'emploi des jeunes pour définir et affiner les orientations stratégiques sur lesquelles devra se bâtir le futur plan sectoriel.

Les orientations stratégiques pour l'emploi des jeunes demeurent la traduction concrète de la volonté du Gouvernement de promouvoir des emplois décents pour tous les jeunes togolais. Elles constituent donc un cadre fédérateur de toutes les initiatives en matière de création d'emplois jeunes et un outil de plaidoyer et de mobilisation des ressources en faveur de l'emploi des jeunes.

82 participants (jeunes en situation de chômage, jeunes en situation de sous-emploi, jeunes issus du milieu rural, jeunes filles, jeunes avec handicap) associés à des acteurs impliqués dans la promotion de l'emploi des jeunes et personnes ressources (représentants des services publics en charge de l'emploi des jeunes, de la société civile, du secteur privé et des institutions de financement, etc.) ont eu, au cours d'un atelier dit de diagnostic participatif tenu en juin 2013 à Notsé, à recenser les principaux problèmes qui expliquent les difficultés qu'ont les jeunes à accéder à des emplois durables et décents. Sur la base de leurs expériences réciproques, issues de différentes catégories socioprofessionnelles, les participants ont également identifié les mesures stratégiques pertinentes à travers lesquelles le gouvernement devra agir sur les cinq prochaines années pour changer la situation et favoriser l'autonomisation des jeunes dans notre pays.

Au sortir de l'atelier de Notsé, quelques jeunes interrogés par Chroniques de la Base nous ont livré leurs impressions.

“Nous espérons vivement que la tenue de cet atelier permette désormais à notre pays de disposer d’orientations stratégiques fiables sur lesquelles reposera le Plan Stratégique National pour l’Emploi des Jeunes. Toute la jeunesse togolaise est impatiente de voir aboutir l’élaboration du PSNEJ qui constituera désormais un point de repère des jeunes en situation de chômage ou de sous-emploi dans notre pays”, a indiqué avec espoir et visiblement soulagé, MANGLIBÉ Batalé, jeune chômeur venu de la préfecture de la Kozah.

“Il était grand temps pour notre pays de replacer la problématique de l’emploi des jeunes au centre de sa politique nationale de développement. Un pays ne peut véritablement se développer que si les potentialités jeunes sont dignement optimisées” se réjouit le jeune Batalé lançant **“seul le travail libère.”**

“Le PSNEJ permettra aussi à terme, de renforcer la prise en compte des questions liées à l’adéquation formation-emploi, la création d’emplois décents et durables, l’insertion socioprofessionnelle des jeunes en assurant l’articulation entre les politiques sectorielles de croissance économique et l’emploi des jeunes suivant une approche basée sur la formation professionnelle pour l’employabilité, l’analyse des chaînes de valeurs et les projections sur les créneaux porteurs” a précisé Yawotse VOVOR, directeur de cabinet du Ministère en charge de la Jeunesse et de l’Emploi des jeunes, à l’ouverture des travaux de l’atelier de diagnostic participatif de Notsé.

En faisant de l’insertion économique un moyen de création de richesses et de génération de nouveaux emplois, le PSNEJ, va renforcer davantage les efforts fournis par le gouvernement en vue de réduire l’extrême pauvreté en poursuivant la promotion de l’approche des travaux à Haute Intensité de Main-d’œuvre (HIMO) dans les infrastructures et travaux publics, de même que le développement de mécanismes innovants et adaptés pour le financement des initiatives entrepreneuriales des jeunes, ou encore le renforcement de la synergie entre les différents acteurs nationaux à travers un organe de coordination et d’orientation de haut niveau.

La Présidence de la République, a élaboré le premier draft du PSNEJ, qui sera validé dans les prochaines semaines.

Sa mise en œuvre effective permettra de gagner le pari de la lutte contre le chômage, le sous-emploi et la pauvreté des jeunes pour l’atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, d’affirmer une volonté politique sans faille, de développer une stratégie de plaidoyer, de sceller un pacte social, de promouvoir une coopération bilatérale et multilatérale et enfin de promouvoir la bonne gouvernance.

Kevin DASSA



FORUM NATIONAL DE LA JEUNESSE TOGOLAISE.

DES AVANCÉES NOTABLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU PREMIER FORUM NATIONAL DE LA JEUNESSE.

Le premier forum national de la jeunesse tenu à Kara (423 km au nord de Lomé) en avril 2011 a été un excellent cadre d'échanges et de dialogue pour les quelques 1000 jeunes venus de toutes les régions du Togo. A l'issue de ce forum, 29 recommandations ont été formulées dans chacune des trois grandes thématiques développées notamment "Jeunesse, citoyenneté et consolidation de la paix", "Jeunesse, emplois et créations d'entreprises" et "Education des jeunes et leurs formations". Deux années après la tenue de ce premier grand rendez-vous de la jeunesse togolaise et à l'orée de la deuxième édition, des avancées notables ont été enregistrées dans la mise en œuvre des recommandations.

Concernant la thématique relative à "la jeunesse, emploi et création d'entreprises", le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), a été rendu opérationnel afin de lever un des principaux goulots d'étranglement qui freinent les jeunes dans la concrétisation de leurs projets : la recherche de financement. Le FAIEJ est un dispositif innovant mis en place par le gouvernement togolais destiné à faciliter l'obtention de microcrédits aux jeunes entrepreneurs et porteurs d'idées de création d'entreprises.

"L'opérationnalisation du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes vient nous soulager, nous jeunes qui avons des idées de

créations d'entreprises. Désormais, plus de soucis à se faire pour obtenir un crédit pour la création de nos entreprises" a laissé entendre, visiblement soulagée, Tchodou Samah, jeune étudiante en sociologie rencontrée à Dapaong au cours de la journée d'information et de sensibilisation organisée par le FAIEJ dans la région en février dernier.

Parmi les autres recommandations du forum, la facilitation des formalités de création d'entreprises avec la mise en place d'un guichet unique au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) évite désormais aux jeunes entrepreneurs de passer plusieurs jours pour des formalités administratives.

Le ministère de l'économie et des finances a accompagné cette politique de la jeunesse en créant des mesures d'accompagnement flexibles comme l'exemption d'impôts pour les jeunes entrepreneurs agricoles et des facilités pour d'autres domaines d'activités, durant les cinq premières années d'exploitation. Le code des investissements a également été revu, offrant de nombreux avantages aux jeunes entrepreneurs de notre pays : Exonération du droit fiscal d'entrée et de la taxe générale sur les affaires, sur les matériels et équipements importés et destinés spécifiquement à l'exercice de l'activité agréée, exonération de taxe au cours de la 1ère année d'implantation. Le 2ème avantage est plutôt celui-ci : Les entreprises agréées sont exonérées de l'impôt minimum forfaitaire jusqu'à la fin de l'exercice clos au cours de la 3ème année suivant celle du démarrage de l'activités par l'entreprise agréée.



Le FAIEJ, déjà opérationnel, les jeunes en séance de formation.

Dans les milieux ruraux, le forum a préconisé le renforcement des infrastructures socioéducatives et culturelles. Dans cette optique, des efforts ont été enregistrés à travers notamment le renforcement en équipements des Centres Ruraux d'Activités Socio-éducatives (CRASE) existants, notamment ceux de Kpélé-Govié, Kpélé-Akata, de Kuma-dunyo dans la préfecture de Kloto et celui de Bandjeli dans la préfecture de Bassar. Ces centres demeurent un réel cadre d'information, de sensibilisation et d'encadrement de la jeunesse pour son épanouissement. Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (MDBAJEJ) a également procédé à la réhabilitation des centres de Lomé et de Kara et entamé la construction des maisons de jeunes dans ces deux grandes agglomérations.

En termes de création de nouveaux emplois, l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) a été dotée de suffisamment de moyens financiers pour constituer un réel centre de développement de ressources pour un environnement propice à l'emploi des jeunes. Quelques 1.065 jeunes ont été placés dans des entreprises depuis la mise en route du programme d'appui au développement de l'embauche (AIDE). Outre ce volet, on note la mise en

œuvre du programme de Promotion de Volontariat National au Togo (PROVONAT). Doté d'un important budget, le PROVONAT a mobilisé depuis son lancement en septembre 2011 quelques 2 840 volontaires nationaux sur toute l'étendue du territoire national. Quant au développement des synergies d'actions entre les secteurs publics et privés, le MDBAJEJ, en partenariat avec le PNUD, a réalisé une étude récente sur la mise en place d'une coalition nationale pour l'emploi des jeunes.

En réponse à l'une des recommandations, la signature d'un accord portant sur la commercialisation des produits agricoles (opération d'achat d'ignames pour la Guinée Equatoriale, constitution de stock de sécurité alimentaire pour le Programme Alimentaire Mondial, etc.) a permis d'inaugurer un partenariat actif entre l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire (ANSAT) et le réseau des jeunes producteurs sur l'ensemble du territoire national. Le MDBAJEJ, quant à lui, appuie techniquement et financièrement les jeunes producteurs dans le cadre du projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT) tout en recherchant, avec l'aide de l'ANSAT, des partenaires commerciaux pour l'achat de leur production de manioc.

Des jeunes imbus des valeurs citoyennes...

Concernant la seconde thématique, on enregistre des efforts notables dans l'éducation de la population togolaise, notamment des jeunes en faveur de la citoyenneté. Des vacances utiles et citoyennes sont organisées chaque année pour les meilleurs élèves

du pays. Toujours dans cette optique, le Ministère en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse a organisé en juin et juillet 2013, une tournée régionale d'information autour du thème **"Jeunesse ; citoyenneté et participation démocratique"**, thématique ayant permis à quelques 2.500 jeunes de réfléchir sur leurs obligations dans la consolidation de la démocratie et dans la promotion de la cohésion sociale. Les jeunes du CDQ d'Amoutiévé ont également été formés à la citoyenneté responsable et nombre d'associations ont reçu un appui financier pour la formation citoyenne de leurs membres.

Le Ministère des Enseignements Primaires, Secondaire et de l'Alphabétisation a rendu obligatoire l'enseignement de l'éducation civique dans toutes les classes du secondaire. La rédaction des curricula et la conception de manuels de formation civique sont en cours avec le soutien de l'UNESCO. De son côté, le ministère des Droits de l'Homme, de la consolidation de la démocratie et de la formation civique a, avec le soutien de ses partenaires, réalisé et validé une étude sur l'état des lieux de la citoyenneté au Togo.

"On a vraiment l'impression que notre pays est passé à l'échelle supérieure en matière de citoyenneté depuis la tenue du premier forum à Kara auquel j'ai moi-même participé. De nos jours on observe, souvent les samedis, des quartiers de Lomé s'organiser en petits groupes pour les opérations de salubrité publique. Ces opérations permettent à coup sûr de redonner à notre pays sa beauté d'antan" a laissé entendre entre deux coups de balais, Francis Alouya, 28 ans, rencontrée au cours d'une



action organisée à Tokoin Doumassésé, un des quartiers populaires de la ville de Lomé.

Une jeunesse mieux formée.

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations touchant le troisième grand thème relatif à l'éducation et à la formation des jeunes, les campus universitaires de Lomé et de Kara se sont vus dotés d'un réseau internet facilitant

les recherches des étudiants. Les programmes scolaires ont été revus et améliorés avec l'appui technique des experts français dans le cadre du projet Education Pour Tous. Les projets de construction des Ecoles Normales d'Instituteurs de Sotouboua, de Niamtougou, de Dapaong, de Lomé et de Tabligbo et des réflexions sur l'élaboration des manuels et de méthodologie de formation du personnel enseignant sont en cours d'études.

Pour faciliter l'orientation des élèves et des étudiants en vue d'améliorer les résultats scolaires, le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a prévu le recrutement et la formation des conseillers et des psychologues d'orientations chargés d'assister les élèves dans le choix judicieux de leurs séries. Les réflexions sont en cours, du côté, du ministère des enseignements primaires, secondaires et de l'alphabétisation sur l'ouverture d'un centre national d'orientation scolaire et le recyclage des anciens conseillers.



Le renforcement du service national de la santé des jeunes et le soutien des initiatives des organisations de la société civile dans la mise en place des centres de jeunes en matière de santé sexuelle et de la reproduction ont été vivement recommandés par le grand rendez-vous de Kara. Ainsi, l'UNFPA aux côtés du ministère de la Santé a procédé à la création de trois centres de santé de la reproduction, dont la mission est d'apporter aux jeunes toutes les informations nécessaires. On note aussi la création d'infirmiers dans une quinzaine d'établissements scolaires où des pairs éducateurs ont été formés.

Pour inculquer ces vertus aux jeunes, une maison de l'entrepreneuriat a été créée sur le campus de Lomé et la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion a introduit dans ses curricula de formation une unité sur la gestion des projets.

Le premier forum national de la jeunesse a été un cadre d'échange d'idées et de brassage qui a permis aux autorités togolaises de prendre connaissance des préoccupations de la jeunesse et aux jeunes de prendre véritablement conscience du rôle majeur qu'ils doivent jouer dans le développement de leurs pays.

Désormais institutionnalisé par le décret N°2011-140/PR/ du 08 septembre 2011, le forum national de la jeunesse togolaise se tient tous les deux ans. Il constitue un creuset où toutes les catégories de jeunes discutent et partagent des idées et convictions pour bâtir, ensemble, un Togo plus épanoui. La deuxième édition de cette grande rencontre de la jeunesse togolaise, prévue pour fin septembre 2013 accouchera certainement d'importantes recommandations à mettre en œuvre sur les deux prochaines années.

Kevin DASSA.

LE FONDS D'APPUI AUX INITIATIVES ECONOMIQUES DES JEUNES :

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES PAR L'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET FINANCIER DES JEUNES PORTEURS D'IDÉES DE CRÉATION D'ENTREPRISE.

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des jeunes (FAIEJ) est un dispositif mis en place par le gouvernement togolais en vue d'améliorer l'accès des jeunes au financement de leurs micros projets d'entreprise. Le FAIEJ a pour mission de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes en leur apportant un appui technique et financier pour la réalisation de leurs micros entreprises, réduisant ainsi le chômage, le sous-emploi et la pauvreté au Togo. Le Fonds finance à hauteur de 95% le coût total du projet avec un plafond limité à 2 500 000 FCFA, dans le cas d'un projet individuel, et à 6 000 000 FCFA dans le cas de promoteurs associés. Le taux d'intérêt applicable sur le financement est de 4.5% avec un différé de six mois et ce, selon la nature de l'activité et le remboursement s'effectue sur une durée maximale de 36 mois.

Depuis le lancement du FAIEJ, en octobre 2012, des séances de travail ont été organisées avec les équipes en charge du Fond d'Insertion des Jeunes (FIJ), pour intégrer leurs activités de formation et de suivi accompagnement à celles du FAIEJ.

Pour l'année 2013, le FAIEJ s'est donné pour mission d'accompagner 1500 jeunes dans la réalisa-

tion de leurs micro projets. A ce jour, le fonds compte dans sa base de données 1276 jeunes inscrits parmi lesquels 300 ont bénéficié des formations en création et gestion d'entreprise du 8 au 23 avril dernier. Les plans d'affaires élaborés par les jeunes à l'issue de ces séances de formation ont été évalués. Les dix (10) meilleurs feront l'objet d'une compétition internationale dans le cadre du Fond d'Insertion des Jeunes de la CONFEJES afin de bénéficier d'une subvention de cette institution, à l'issue d'un processus de sélection. Les cinquante (50) suivants sont retenus pour bénéficier d'une subvention pour démarrer leurs activités. Cette subvention sera associée au Crédit Jeune Entrepreneur du FAIEJ, mis en place par le FAIEJ pour les jeunes à un taux préférentiel avec des conditions aménagées pour favoriser le lancement des projets d'entreprise de ces derniers. Pour la plupart des jeunes inscrits au FAIEJ, les idées de projets varient et elles s'inscrivent parmi les secteurs innovants et porteurs. Nous pouvons notamment citer la transformation agro alimentaire, la pisciculture, l'artisanat, le génie civil et les NTICs.

« Chroniques de la base » a rencontré deux de ces jeunes entrepreneurs, sortant, pleins d'ambitions, de la formation du FIJ à Notsè.



OBIDON ET LES BIENFAITS DES CHAMPIGNONS

Obidon EDOH TOSSOUKPE a 27 ans.

Jeune diplômée sans emploi, elle vit à Atakpamé, dans la région des plateaux située à 161 km de Lomé. Elle a bénéficié de la formation en création et gestion d'entreprise organisée du 08 au 13 avril 2013 à Notsè par Le Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIEJ), en vue de bénéficier de la subvention du Fond d'Insertion des Jeunes (FIJ) : « Grâce à la formation à Notsè, j'ai appris comment élaborer un plan d'affaires pour un projet. »

Après l'obtention du Bac elle a étudié le droit à l'université de Lomé mais compte tenu de quelques difficultés, ses études n'ont malheureusement pas pu aboutir. Intéressée par l'entrepreneuriat et soucieuse d'être toujours à la charge de ses parents, Obidon abandonne ses études de droit et se focalise sur un projet qui lui tient à cœur, la culture et la commercialisation des champignons : « Mon âge avance et je suis à la charge de mes parents. J'ai donc décidé de prendre ma vie en main. En 2012, j'ai suivi une formation sur la culture des champignons à Djellehouné (sur la route d'Anié) pendant 4 mois. Cela m'a permis d'enrichir mes connaissances et surtout de maîtriser l'art de la culture des champignons ».

Mais en plus de savoir cultiver les champignons, il fallait qu'Obidon apprenne les outils et techniques nécessaires pour gérer sa future entreprise de commercialisation de champignons, compétences qu'elle a acquises lors de la formation du FAIEJ à Notsè : « La formation m'a permis de voir comment un jeune peut entreprendre et créer de l'emploi pour d'autres jeunes chômeurs.

Cette formation m'apportera de l'emploi et me permettra de fournir des champignons riches en nutriments à la population ».

Grâce à la subvention du FIJ, Obidon peut désormais réaliser ses rêves et ouvrir les portes de l'emploi à d'autres jeunes : « Je gagnerai ma vie. Je ne serais plus à la charge de mes parents. Le coût total de mon projet est estimé à 2 873 000FCFA. Pour l'instant j'ai 1 hectare de terrain, c'est ma contribution au projet. Je pourrais avoir au moins 500 000 plants de champignons sur mon terrain. Avec ce projet, je compte embaucher 4 personnes : une secrétaire, un gérant, un gardien et un comptable. C'est moi-même qui planterais les champignons que je récolterais au bout de 3 mois. Au début cela peut me rapporter 1 500 000 FCFA ».

Aussi, grâce à ce projet de commercialisation de champignons, Obidon va permettre aux populations de se procurer des champignons à un coût raisonnable, une denrée plutôt rare et méconnue dans certaines régions, mais riche de par ses vertus :

« J'aime les champignons et ses vertus. Ils régulent la tension, sont des anticorps qui luttent contre les microbes et diminuent le risque de cancer. Ce sont toutes ces vertus qui m'ont plu. Je commencerai la culture dès que j'aurai le financement».



Le pagne traditionnel : l'héritage familial d'Atsu **Rencontre avec Atsu ADJOR, formé en techniques de création et de gestion de micro entreprise à Notsè du 08 au 13 avril 2013.**

« J'aime le pagne, il fait partie de notre culture, de nos traditions, de notre style. Aujourd'hui, beaucoup de personnes ne connaissent plus la valeur de nos pagnes et préfèrent la mode de l'étranger. Je voudrais faire renaître le tissage de pagnes, en faire une mode et faire découvrir nos pagnes tissés au monde, et j'espère vraiment bénéficier de la subvention du FIJ pour y arriver »

Atsu ADJOR.

Avec une Licence en Sociologie obtenue à l'Université de Lomé en 2012, Atsu ADJOR, 23 ans se lance dans l'artisanat. Le tissage de pagnes traditionnels : Ampa et Tchakpalo sont ses marques de fabrique. Natif de Kévé, dans la préfecture de l'Avé, ce jeune a choisi de mettre en valeur cet héritage familial afin de se mettre à l'abri du chômage et de la pauvreté.

Il se confie à « Chroniques de la Base », au sortir de la formation en techniques de création et de gestion de micro entreprise, initiée par le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes en avril dernier, à Notsè.

Chroniques de la Base : Qu'avez-vous retenu à l'issue de la formation en techniques de création et de gestion d'entreprise ?

Atsu ADJOR : Au sortir de cette formation, je suis à même d'élaborer un plan d'affaires ; elle m'a permis de savoir comment gérer un micro-projet ; avant je ne maîtrisais pas les contours de la rédaction d'un plan d'affaires et je croyais vraiment que c'était une tâche simple. De plus, grâce à cette formation j'ai appris à oser ; il faut avoir de l'audace pour être un bon entrepreneur.

Chroniques de la Base : Racontez-nous un peu votre parcours. Comment un étudiant en sociologie est-il arrivé au métier de tisserand ?

Atsu ADJOR : J'ai une licence en sociologie et parallèlement, je donnais des cours de répétition à quelques élèves. Mon intérêt pour le tissage des pagnes m'est venu en voyant des proches parents à moi faire ce métier. J'ai commencé à m'y intéresser d'autant plus qu'avec ma licence en sociologie, il m'était très difficile de trouver un emploi et les cours que je donnais ne me rapportaient pas assez pour me prendre en charge. J'ai alors décidé de suivre une formation de tisserand, qui s'est déroulée pendant un an, à l'issue de laquelle j'ai appris l'art de tisser les pagnes.

Chroniques de la Base : A combien est estimé votre projet ?

Atsu ADJOR : Le coût total de mon projet s'élève à 2 536 475 FCFA. Actuellement, je dispose d'un local où j'expose mes œuvres. Ce fond me permettra d'installer mon atelier et d'acquérir les outils de travail. Aussi, je compte engager quatre tisserands et un tailleur pour m'aider dans le travail. Le coût est assez élevé à cause du matériel de travail qui coûte cher surtout la quantité importante de fils que nous utilisons.

Chroniques de la Base : Il existe déjà beaucoup de tisserands à Lomé, de quel atout disposez-vous pour amener les gens à s'intéresser à vos œuvres ?

Atsu ADJOR : J'ai effectué un sondage à Kévé, le lieu où je compte installer mon atelier, j'ai remarqué que la demande est assez forte là-bas. De plus, j'ai analysé le travail que font mes concurrents et j'y ai décelé beaucoup de faiblesses qui constitueront des forces dans mon travail.



Le Crédit Jeune Entrepreneur (CJE) est initié et mis en place pour permettre aux jeunes promoteurs de plan d'affaires d'accéder au financement de leur projet.

La plupart font le même travail, dans le même style et leurs pagnes coûtent chers alors qu'ils devraient normalement être à la portée de toutes les bourses. Moi, je me base juste sur deux modèles de tissus : le model Ampa et le model Tchakpalo.

Ces modèles sont confectionnés à base de tissus qu'on peut retrouver sur le marché ici et qui se vendent à un prix raisonnable. Je compte aussi varier mes dessins dans la confection des pagnes et l'innovation sera la fabrication des chaussures à partir de pagnes. Dans le futur, j'aimerais participer à des défilés de mode pour valoriser le pagne de chez nous et porter haut notre culture.

Chroniques de la Base : Pensez-vous que votre projet sera retenu par le FIJ ?

Atsu ADJOR : J'espère vivement que mon projet bénéficiera de la subvention du FIJ et que cette initiative du FAIEJ va résoudre le problème de l'employabilité des jeunes au Togo. J'y crois, parce que le domaine du tissage est un secteur porteur et innovant. J'aime la mode et j'aime être bien habillé ; j'ai la chance d'avoir des tisserands dans ma famille et de pouvoir faire ce métier qui me passionne. Le problème de l'emploi des jeunes est un problème récurrent et au lieu d'attendre de trouver du travail, j'ai d'autres compétences que je peux mettre en valeur et si ça peut permettre à d'autres personnes de trouver du travail, tant mieux !

Les caractéristiques de ce système de prêt : Les composantes finançables de l'investissement.

- Acquisition de terrain
- Droit au bail
- Frais d'établissement
- Matériels d'exploitation
- Besoins en fonds de roulement
- Divers et imprévus

Le crédit jeune entrepreneur et sa répartition.

Ce système de prêt permet de financer à hauteur de 95% le coût total du projet avec un plafond limité à 2 500 000 FCFA. Dans le cas d'une association de promoteurs (GIE) le plafond est fixé à 6 000 000 FCFA.

Taux d'intérêt et durée de remboursement.

Le taux applicable sur est de 4,5% ; le remboursement s'effectue avec un différé maximum de 6 mois et ce, selon la nature de l'activité, sur une durée maximale de 36 mois.

De ce fait, le jeune promoteur ne rembourse que les intérêts du différé, ceci dans le souci d'éviter une charge financière lourde pour le jeune promoteur.

Une épargne d'un taux de 1,5% du montant total des investissements est réservée sur le compte du bénéficiaire pour renforcer ses capacités.

Les garanties requises

Seules les garanties sociales (l'existence d'un mentor ou d'un parrain) et les garanties liées aux composantes du projet sont exigées. (Nantissement de l'équipement financé)

Garantie financière

- Apport personnel de 5% pour marquer la contribution financière du promoteur à la réalisation de son projet.
- Caution solidaire en cas de promoteurs associés.

Sika GNAGNIKO

ENGAGÉS AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS D'ALÉHÉRIDÉ

Au travers de l'itinéraire d'un jeune volontaire, comment le Programme du Volontariat National (PROVONAT) profite-t-il à toutes les communautés et contribue à préparer l'avenir du volontaire.

“Je suis rentré dans le volontariat pour contribuer au développement de mon pays.”

C'est dans le canton d'Aléhéridé, dans la région centrale, que Fousseni MOROU, volontaire national, assiste les communautés depuis un an. Ce jeune togolais de 31 ans a été affecté à Plan Togo. Technicien supérieur de génie sanitaire, Fousseni a pour mission de renforcer les capacités des communautés à la base à se prendre en charge elles-mêmes.

“Je travaille avec les Comités Villageois de Développement (CVD) de tous les villages du canton, le comité cantonal de développement (CCD), et toutes les organisations à la base communautaires du canton. Je suis chargé d'appuyer le renouvellement, la redynamisation et la mise en place des CVD dans les villages ; de former les membres sur leur rôle et leur responsabilité ; d'appuyer la communauté à l'élaboration des plans d'action du canton et des villages, des projets communautaires et de participer à leur exécution. Je sensibilise également la communauté sur les thématiques liées au développement, par exemple la scolarisation des jeunes filles ; la lutte contre la traite des enfants ; l'émancipation de la femme ; l'équité genre, etc....”

Des communautés qui reprennent la main avec l'aide d'un volontaire.

Le rôle de Fousseni est d'aider les communautés à mener leur propre développement et sa présence a grandement soulagé sa responsable, Zouréa GANDI, facilitatrice de développement communautaire à Plan Togo.



*Fousseni MOROU
à droite d'un ouvrier
à côté du forage
de Gbôvouma*

« Fousseni nous est très utile parce qu'il nous aide à nous développer, il nous fait découvrir beaucoup de choses qu'on ne connaissait pas avant. Il est en train d'amener plein de choses pour notre village et pour notre communauté. Nous sommes très fiers de lui. »



**Jacqueline
HASSIME**

**Membre du CVD
d'Aléheridé**

« On avait soif de quelqu'un pour nous aider dans notre développement. Il nous manquait beaucoup de choses. Aussitôt le volontaire national arrivé, il nous a dit ce que chacun allait faire, et on a travaillé ensemble. »



**Issa
BATCHA**

**Chef Canton
d'Aléheridé**

Un engagement solidaire qui porte ses fruits

Le travail de Fousseni est très apprécié. Il se déplace dans tous les villages du canton, chaque semaine. Les pistes ne sont pas toujours praticables et pour aller à Gbovouma, village enclavé entouré de deux fleuves, il doit parcourir 17km à pied. Selon lui, les volontaires nationaux sur le terrain se battent pour la réussite de leur projet. **« Ca fait partie d'une des valeurs portées par les volontaires qui est l'engagement. Nous sommes fiers de travailler dans n'importe quelle communauté et c'est ça la solidarité. Partout où les communautés ont besoin de moi, je vais vers eux et je travaille avec eux. Toute la communauté est fière de la réussite des projets qui sont montés. Je me sens vraiment utile à mon pays. Les volontaires contribuent effectivement au développement du Togo. »**

Son travail quotidien auprès des communautés a porté ses fruits. Aujourd'hui, le comité cantonal de développement d'Aléheridé, et les comités villageois de développement dans tous les villages du canton sont opérationnels. Une maternité est actuellement en construction à Aléheridé, ainsi qu'une école, des latrines et un forage dans le village de Gbovouma. Sont également en cours de négociation avec l'Agence d'Appui des Initiatives à la Base (AGAIB), la construction d'un centre de santé, d'un lycée et de latrines écologiques dans tout le canton.

3 590 volontaires nationaux au service du développement de leur pays

Comme Fousseni, 3 590 volontaires nationaux ont été mobilisés par le programme PROVONAT et déployés au sein de 680 structures d'accueil. Ces jeunes diplômés âgés de 29 ans en moyenne, dont 42% de femmes, se sont engagés au service du développement de leur pays dans différents secteurs notamment la santé, l'agriculture, l'environnement, l'éducation, l'eau et assainissement, le développement à la base, les bâtiments, etc.

Pour la responsable du jeune Fousseni, le travail des volontaires apporte beaucoup de choses. **« Les volontaires qui vivent au quotidien avec les communautés sont mieux placés pour comprendre les réalités des communautés et ils nous aident à atteindre nos objectifs. Ils sont d'un grand appui pour Plan Togo. »** Le chef canton d'Aléheridé renchérit : **« Les jeunes volontaires sont les bienvenus, ils nous sont plus nécessaires que tout. Vous savez que le gouvernement ne peut pas tout faire. Il faut des jeunes comme eux pour aider au développement dans tous les coins du pays. »**



**Le Jeune volontaire
Fousseni et sa
responsable
Zouréa GANDI**



Le jeune volontaire Fousseni sur le site du chantier de l'école de Gbovouma en construction.

Le volontariat : la porte d'entrée dans le monde du travail

Cette première expérience professionnelle est également une bonne opportunité pour Fousseni de mettre un pied dans le monde du travail. L'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés à travers des gains de capacités, de compétences et de professionnalisme pour une facilité d'accès à des emplois mieux rémunérés constitue en effet l'un des effets attendus de la mise en œuvre du programme PROVONAT. " J'ai acquis beaucoup d'expérience grâce à mon volontariat. J'arrivais difficilement à m'exprimer avant, mais aujourd'hui ce n'est plus un problème pour moi. Je suis capable de mobiliser et de sensibiliser une communauté quelle que soit la population, je sais élaborer un projet de développement communautaire, des plans d'action villageois et cantonaux, former des adultes etc.... Le volontariat nous permet de mettre en évidence nos compétences sur le terrain. "

Le volontariat, tout en renforçant la cohésion sociale du pays et en participant aux solutions de développement, permet aux primo-demandeurs d'emploi d'acquérir les premières années d'expériences dont ils ont besoin pour se lancer sur le marché du travail.

Après son volontariat, Fousseni souhaite intégrer la fonction publique. Nul doute que son engagement continuera de bénéficier au Togo.

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE

PROVONAT

" Le programme PROVONAT est un instrument d'appui institutionnel et de renforcement de capacités des acteurs de développement local. En effet, les spécialistes du domaine s'accordent pour dire que le développement local concerne non seulement les investissements matériels, pour lesquels le gouvernement à travers son département fournit des appuis importants, mais aussi les investissements immatériels, notamment les appuis institutionnels et le renforcement des capacités de tous les acteurs qui y interviennent : la population elle-même, la société civile, les collectivités locales, les administrations publiques et le secteur privé. Pour le cas du Togo et d'ailleurs de la plupart des pays en développement, le besoin en ressources humaines est capital pour initier, mettre en œuvre, suivre, évaluer et capitaliser les actions de développement local.

De ce fait, le PROVONAT a été identifié comme un instrument permettant de mobiliser et de valoriser socialement les jeunes diplômés, engagés, motivés et dévoués sur des actions de développement local. Ainsi, en fournissant l'appui humain nécessaire aux structures œuvrant pour l'intérêt général, le programme PROVONAT constitue un acteur transversal et multi-sectoriel de développement local pour avoir le mérite de combler en partie le déficit de ressources humaines de ces structures. Mais le programme permet aussi de créer une dynamique d'implication des jeunes « leaders de demain » dans le processus de développement local participatif. "

Mme Victoire TOMÉGAH-DOGBÈ
Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et l'Emploi des Jeunes



*Les ouvriers du
chantier de l'école à
Ghoyoama avec
Fousseni*

« FIÈRE D'ÊTRE VOLONTAIRE »

INTERVIEW AICHA BANG'NA AFFECTÉE À LA DIRECTION RÉGIONALE DES EAUX ET FORÊTS DE KARA

« **J**e m'appelle Aicha BANG'NA, je suis technicienne agricole de formation, volontaire nationale déployée à la Direction Régionale des Eaux et Forêts de la Kara depuis le 16 avril 2012.

J'ai postulé au programme PROVONAT pour renforcer mes compétences et capacités et ne plus être une charge pour mes parents qui ont tant investi pour mes études. Aussi, je me suis rendue compte que tout ce que les volontaires étrangers viennent faire ici contribue beaucoup au développement de notre pays. Alors, j'ai pris la décision de m'engager pour participer un tant soit peu au développement de mon pays.

Mes missions consistent à faire des patrouilles forestières dans la préfecture de Bassar, à donner un appui technique aux agriculteurs sur l'installation des pépinières et leur entretien. J'assiste techniquement les reboiseurs, dans l'aménagement, la protection et l'entretien des forêts. Je participe activement à l'aménagement du parc de Djamdè. Mon arrivée a permis d'augmenter la production et la distribution des plants dans la région qui sont passées de 5 000 en 2011 à 10 000 en décembre 2012. Par ailleurs, j'ai aussi participé au reboisement de plusieurs sites dont des écoles de certaines préfectures de la région notamment Assoli, Binah, Kéran, Dankpen et Kozah.

Ma mission de volontariat se déroule bien et elle me permet de découvrir et d'apprendre chaque jour de nouvelles choses qui m'édifient et enrichissent mon CV. Je suis fière de mon statut de volontaire car il me



Aicha BANG'NA

permet de participer et de me mettre en valeur par des actions de développement en faveur de l'environnement que je mène sur le terrain. Le paysage de certaines localités change et les élèves de certaines écoles d'ici peu auront des arbres comme abris pour leur temps de pause ».

DU VOLONTARIAT AU SALARIAT

INTERVIEW GLORIA KLOUKPO, ANCIENNE VOLONTAIRE NATIONALE DE AED-LIDAW



Gloria KLOUKPO

« Je m'appelle Gloria KLOUKPO, j'ai 26 ans, je suis assistante médicale et coordinatrice de la PTME (Prévention Transmission Mère Enfant). A la fin de mes études, j'ai commencé par faire du bénévolat dans un CMS. Mais, étant à la charge de mes parents, ayant à cœur le développement de mon pays et cherchant à avoir une expérience professionnelle, j'ai donc choisi de postuler au PROVONAT. J'ai été affectée en tant que volontaire nationale au sein de AED Lidaw (Association Espoir pour Demain) à Kara où j'ai fait beaucoup de choses.

Concrètement, j'ai reçu en consultation les personnes vivant avec le VIH, prescrit les ARV, suivi l'évolution de leur santé et assuré leur transfert au CHR ou au CHU de Kara pour l'hospitalisation si nécessaire.

Grace au volontariat, j'ai beaucoup appris. J'ai eu des expériences de suivi des personnes vivant avec le VIH, j'ai également bénéficié des formations sur la prise en charge des IST, notamment une formation organisée par les Peace Corps en aout dernier à Pagala. J'ai aussi eu une formation sur la prise en charge des personnes homosexuelles et j'ai fait un stage de formation au CHU de Kara pour la PTME qui maintenant fait partie de mes fonctions.

A la fin de mon contrat, ma structure m'a embauchée. Beaucoup de choses ont concouru à mon embauche comme le travail bien fait, le bon accueil des patients, ou mon adaptation au milieu. Le Directeur l'a même dit lors de mon embauche qu'il n'a jamais vu quelqu'un qui a pu s'adapter si facilement à une autre culture. Je suis très fière de mon parcours. Maintenant, je suis rémunérée à hauteur de mon diplôme. Je redouble d'efforts pour mieux travailler et offrir de meilleures prestations aux patients.

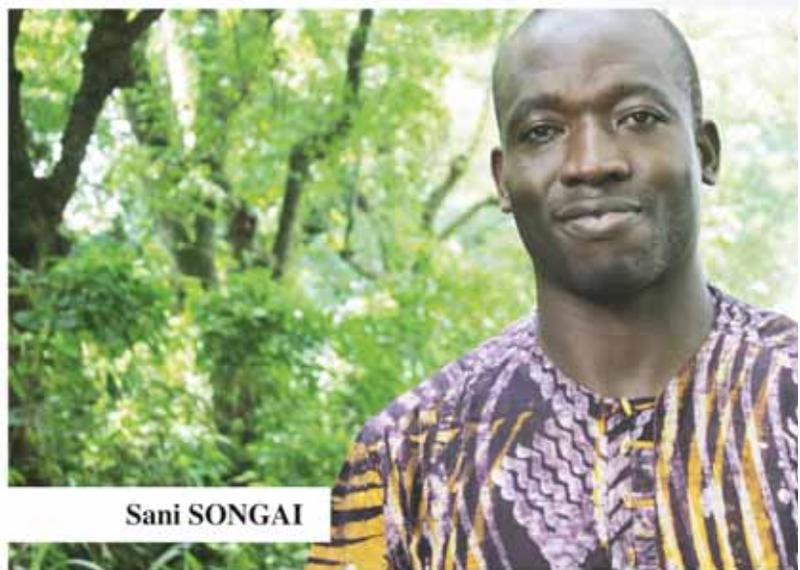
Actuellement, je suis coordinatrice de la PTME et je continue dans la consultation des personnes vivant avec le VIH, la consultation et la prise en charge des personnes homosexuelles et le suivi des enfants de zéro à deux ans dans le cadre de la PTME.

Je ne peux que dire merci au programme PROVONAT. Avec le volontariat j'ai acquis de l'expérience et maintenant j'ai trouvé du travail. J'ai également découvert qu'il y a d'autres cultures que la mienne avec tout ce qui va avec comme la nourriture, la langue etc...

J'encourage les volontaires à persévérer quelle que soit la situation parce qu'un jour, une porte s'ouvrira pour eux comme elle s'est ouverte pour moi. »

LES VOLONTAIRES, DES « RIGHT PEOPLE AT THE RIGHT TIME »

SANI SONGAI, CHEF DU LABORATOIRE NATIONAL D'ANALYSE DES SEMENCES



Sani SONGAI

« Je m'appelle Mama Sani SONGAI, je suis ingénieur agronome, chef du laboratoire national d'analyse des semences. La direction des semences est une nouvelle direction qui a été créée en 2009 et le laboratoire construit en 2011, donc il fallait trouver du personnel pour ce laboratoire. Nous avons fait appel à 4 volontaires et, comme j'ai l'habitude de le leur dire, ces volontaires ont été pour moi des « right people at the right time ». S'ils n'avaient pas été là, le ministère aurait été obligé de délocaliser des agents d'autres services et cela aurait forcément entraîné un manque de personnel quelque part.

Ces volontaires, 3 femmes et 1 homme, ont pour mission principale le contrôle de qualité au laboratoire et ce contrôle consiste à analyser les échantillons de semences qui nous viennent de tout le pays. Ils apportent beaucoup au laboratoire puisque je suis le seul fonctionnaire. Des fois, je suis appelé à faire autre chose et c'est eux qui font le maximum de travail. S'ils n'étaient pas là, je ne sais pas comment on aurait fait.

Les volontaires, du moins ceux qui sont avec moi, contribuent beaucoup au développement du pays. C'est ici que toutes les semences produites sur le plan national et celles importées sont analysées et tout ce travail d'analyse est fait par ces volontaires. Le laboratoire délivre après analyse des semences une certification aux producteurs qui peuvent soit les vendre ou soit les exploiter pour leur propre production. Tous les tonnages qui ont été validés l'ont été grâce à l'analyse des volontaires. Et ce sont des milliers de tonnes de récoltes qui en découlent.

Je jette des fleurs aux volontaires, surtout à ceux qui travaillent avec moi, parce qu'ils sont dévoués, et se battent au quotidien pour leur travail. »

LES VOLONTAIRES DES SAVANES

TÉMOIGNAGE DE M. TADALENGA YATOMBO RESPONSABLE DU CRV SAVANES



Tadalenga
YATOMBO

« Le Centre Régional de Volontariat (CRV) est un mécanisme mis en place par le programme PROVONAT pour être plus proche de sa cible et mieux la servir. Il a donc pour mission la mobilisation des candidats et des structures d'accueil, le suivi et l'accompagnement des volontaires, la promotion et la valorisation de l'engagement volontaire. L'ONG RAFIA (Recherche, Appui, Formation aux Initiatives d'Auto développement), a été sélectionnée pour abriter le CRV de la région des Savanes.

134 volontaires nationaux sont déployés dans la région des Savanes, issus des secteurs allant de la santé aux sciences sociales en passant par l'agriculture, les sciences économiques, juridiques, et la communication. Ces volontaires travaillent sur différents projets de développement en cours d'exécution dans la région des Savanes et ils s'appliquent dans leur travail. Leur contribution au développement de la région est très importante. Par exemple, il y a environ trois ans, beaucoup de dispensaires n'avaient presque pas de personnel qualifié, aujourd'hui grâce au programme PROVONAT chaque dispensaire dispose au moins d'un infirmier ou d'une sage-femme diplômé d'Etat. La situation sanitaire de la population s'est énormément améliorée dans tous les coins de la région. Une population en bonne santé est une population apte à travailler pour créer des richesses, éliminer la pauvreté et participer au développement de son pays.

La plupart des structures sont satisfaites du travail des volontaires nationaux et des témoignages nous parviennent de partout. On peut faire mention des volontaires nationaux déployés dans notre structure RAFIA qui sont bien intégrés dans l'organisation et qui font du bon travail. C'est également le cas de ceux affectés au CHR Dapaong, à la Direction Préfectorale de la Santé de Tone, au Centre Régional d'Appareillage Orthopédique qui sont bien appréciés par leurs responsables compte tenu de leur comportement et de la qualité de leur travail. Ils sont non seulement félicités mais aussi récompensés sous diverses formes (primes, envoi en missions, formations, etc...). »

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE



Tous engagés pour le développement du Togo



*Prestation
de serment
des volontaires*

BIENTÔT UNE AGENCE NATIONALE DU VOLONTARIAT AU TOGO

Le PROVONAT offre une opportunité aux jeunes diplômés de participer aux solutions de développement de leur pays et de se faire une première expérience. Il permet également aux structures qui sont chargées ou qui œuvrent pour l'intérêt général notamment les organisations de la société civile, les administrations publiques, les collectivités locales et le secteur privé à caractère d'insertion professionnelle, de disposer d'un cadre pour se doter des ressources humaines engagées et motivées dont elles ont besoin pour contribuer efficacement à l'amélioration du bien-être des populations à la base. Par ailleurs, le programme contribue au renforcement du capital social et humain nécessaire pour un développement durable du pays.

Trois (3) principaux effets sont attendus de la mise en œuvre du programme. Il s'agit de l'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés à travers des gains de capacités, de compétences et de professionnalisme pour une facilité d'accès à des emplois mieux rémunérés ; du renforcement du capital social via le développement d'une confiance en soi, le développement des aptitudes de coopération, de partage et de participation à des normes partagées de comportement favorable à un développement durable ; et du renforcement de la promotion de la cohésion sociale à travers la promotion de l'intégration, le dialogue interculturel, et l'accroissement du lien entre les jeunes et leurs communautés.

Dans cette perspective, l'Etat togolais a mis à la disposition du programme PROVONAT depuis son lancement en 2011, 4 milliards 280 millions de FCFA. Le programme dispose également de l'appui technique et financier de différents partenaires, notamment du Programme des Nations Unies pour

le Développement (PNUD), du programme des Volontaires des Nations Unies, et de France Volontaires.

Depuis sa mise en œuvre, le programme a connu de nombreuses évolutions. Depuis la création du cadre juridique encadrant le volontariat national jusqu'à aujourd'hui, 2 780 volontaires nationaux ont été mobilisés, suivis et accompagnés au sein de 680 structures d'accueil. Afin d'assurer un dialogue permanent entre les différents acteurs de chaque région, des centres régionaux du volontariat ont été créés dans tout le pays. L'engouement qu'a suscité le programme PROVONAT auprès des jeunes diplômés et des structures d'accueil a notamment engendré un afflux massif de candidatures au volontariat national et de demandes de mise à disposition de volontaires. La phase pilote du programme a pris fin en décembre 2012, faisant place à la seconde phase de consolidation des acquis et d'extension.

Afin de répondre efficacement aux attentes, une étude sur l'identification du meilleur dispositif institutionnel de pilotage et de gestion du programme a permis de présenter et de retenir les meilleures options institutionnelles pour une gestion efficiente du volontariat national. A cet effet, le PROVONAT va évoluer vers une Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT). La mise en œuvre effective des conclusions et recommandations de l'étude et la transformation du programme en ANVT constituent des défis majeurs à relever pour la pérennisation du volontariat national au Togo. Par ailleurs, l'ANVT permettra de mobiliser un plus grand nombre de volontaires, l'objectif étant de mobiliser 5 000 volontaires nationaux par an. De plus, à partir de l'année prochaine, l'insertion professionnelle des volontaires constitue un autre défi au risque de voir l'agence saturée.



M. Kokouda AKAKPO,
*chargé de la mobilisation des structures
d'accueil et les candidats animant une séance
de sensibilisation et d'information organisée
tous les vendredis au siège de la coordination
de PROVONAT*

L'amélioration de l'employabilité des jeunes, premier effet attendu de la mise en œuvre du programme PROVONAT, découle notamment de l'acquisition d'expérience professionnelle, sans laquelle il est bien souvent difficile de trouver un emploi. Pour autant, l'exercice d'une activité volontaire durant une ou plusieurs années ne suffit pas à elle seule à insérer professionnellement les jeunes volontaires. Ces derniers doivent être accompagnés de diverses manières dans leur recherche d'emploi afin de faciliter leur insertion professionnelle.

Dès lors, la capacité du programme, non seulement à faciliter l'insertion professionnelle des volontaires nationaux, mais aussi à faire face à toutes ces demandes sans entraîner la saturation du programme, apparaît comme une condition d'efficacité et de pérennité du programme. Cette efficacité et cette pérennité seront obtenues en mettant en place un mécanisme composé de différents outils de facilitation d'insertion professionnelle. A cet effet, une étude dégageant les éléments de base des mécanismes a été réalisée par un consultant. Un atelier a ensuite permis d'étudier le document de l'étude et de recueillir différents moyens de facilitation d'insertion. Quatre outils s'appuyant sur les dispositifs nationaux existants ont ainsi été identifiés comme

faisant partie du mécanisme de facilitation d'insertion des volontaires. Il s'agit de la mise en place d'une veille informationnelle en matière d'opportunité d'emploi, des formations en auto-emploi, et en renforcement des capacités dans divers domaines, ainsi qu'un système de coaching afin de mettre en relation les volontaires nationaux avec des professionnels expérimentés dans leur domaine de compétence.

Le système de veille informationnelle consisterait à rassembler les offres d'emplois correspondant au profil des volontaires nationaux. Afin d'assurer un accès facilité et rapide aux offres provenant tant du secteur public que privé, d'organismes nationaux ou internationaux. D'autre part, les différentes étapes d'une embauche étant constituées de code qu'il faut apprendre à manier, les volontaires nationaux recevront des renforcements de capacités relatifs à la recherche d'emploi, notamment sur la rédaction et la mise en forme d'un CV, d'une lettre de motivation, et la préparation d'un entretien d'embauche. Enfin ce système sera complété par un annuaire des anciens volontaires mettant en lien les volontaires en recherche d'emploi avec les anciens volontaires insérés professionnellement.

Il importe également de mieux outiller ceux qui souhaitent entreprendre. En lien avec le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes, les formations en auto-emploi s'adresseront donc aux volontaires souhaitant monter leur propre entreprise. Cette formation comprendra un renforcement de capacité en matière d'entrepreneuriat et les informations concernant les dispositifs d'accompagnement existants en matière d'entrepreneuriat.

Le tutorat externe, ou « parrainage » consiste à mettre en lien des professionnels expérimentés avec des volontaires débutant dans le même domaine d'activité. Dans chaque région, l'idée est de mettre en lien les volontaires en mission avec une personne ayant une grande expérience professionnelle dans leur domaine de compétence. D'une part, les volontaires ayant une question technique et ne disposant pas d'une personne ressource expérimentée au sein de leur structure d'accueil pourront s'adresser à leur parrain. D'autre part, ce parrain pourra leur faire bénéficier de son réseau professionnel, les informer d'offres d'emploi et servir de personne de référence aux volontaires.

Le renforcement des capacités est également un outil très sollicité par les volontaires. Une formation en renforcement de capacités en gestion de projet organisée en août 2012 avait rencontré beaucoup de succès et a permis à plusieurs volontaires nationaux de s'insérer professionnellement. C'est la raison pour laquelle des formations en renforcement de capacités dans divers domaines seront mises en place.

Enfin, considérant les objectifs de mobilisation de volontaires à terme, de nouvelles ressources financières doivent être levées. C'est pourquoi l'année 2013 verra la mise en place d'un mécanisme de cofinancement du coût des volontaires par les structures d'accueil en fonction de leur moyen.

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE

DU VOLONTARIAT NATIONAL AU SALARIAT : UNE AFFAIRE DE CAPACITÉS RENFORCÉES

Je m'appelle

M'balia ANKUDE, je suis sociologue de développement et des changements sociaux. J'ai été volontaire nationale assistante au chargé de suivi et évaluation pendant 15 mois au sein de l'ONG ASPROFEM (Association pour la Promotion de la Femme). Aujourd'hui, grâce à mon engagement en tant que volontaire j'ai été embauchée au sein de l'ONG PSAS (Petite Sœur à Sœur) comme chargée de suivi et évaluation.

Avec le volontariat, j'ai vu mes capacités et mes compétences renforcées. Je suis très satisfaite des formations initiées par le programme PROVONAT notamment celle sur le renforcement des capacités en gestion de projets à laquelle j'ai participé en août 2012. J'ai découvert au cours de cette formation les nouvelles approches en matière de gestion de projets et c'est ce qui a effectivement favorisé mon entretien d'embauche qui portait sur cette thématique. Si je n'avais pas suivi cette formation je ne sais comment je m'en serais sortie lors de mon entretien d'embauche. De plus, les valeurs prônées par le programme PROVONAT à savoir l'engagement, l'humilité, la solidarité m'ont été d'un grand atout car les recruteurs m'ont dit lors de mon embauche qu'ils ont été séduits par mon caractère humble. C'est également en tant que volontaire que j'ai eu mes premiers contacts avec les Personnes Vivant avec le VIH. Je distribuais des Anti Retro-Viro, et c'est un travail que j'ai accepté avec beaucoup de sourire car c'est ça qui fait partie des qualités d'une volontaire. Cela a également joué en ma faveur parce que le poste exigeait toutes ces qualités.

Je lance un appel à tous les volontaires de faire preuve d'engagement et d'humilité, et de se donner à fond dans tout ce qu'on leur demande de faire au sein de leur structure car ça aide. Soyons de bons volontaires pour le développement du Togo.



PROMOTION DU VOLONTARIAT NATIONAL AU TOGO



* ENGAGEMENT * DEVOUEMENT * SOLIDARITE * PROFESSIONNALISME *

Tous engagés pour le développement du TOGO

Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la
Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

provonat.tg@gmail.com / Tel. : +228 22 20 25 61 / www.provonat.tg



JEUNESSE ET FORMATION CIVIQUE

LES CENTRES ET MAISONS DES JEUNES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT CITOYEN !

Dans le but d'offrir à la jeunesse togolaise un réel cadre de formation, d'échanges et de partage d'idées, le gouvernement togolais, par le biais du ministère en charge de la jeunesse, s'est doté de structures de formations, d'informations, de sensibilisation et d'encadrement de la jeunesse pour son épanouissement.

Ces structures peuvent se présenter sous quatre formes, à savoir les Centres d'Initiation Professionnelle (CIP), les centres de jeunes, les Centres Ruraux d'Activités Socio-Educatives (CRASE) et les maisons de jeunes.

Partant du postulat qu'une jeunesse épanouie au service du développement de son pays est une jeunesse détentrice de formation professionnelle, des Centres d'Initiations Professionnelles (CIP) ont été créés dans certaines localités du pays (Aného, Afagnan, Tabligbo, Vogon, Sokodé, Bassar et enfin Niamtougou), afin d'offrir une formation professionnelle de qualité facilitant l'insertion socio professionnelle des jeunes artisans de notre pays. Les centres et maisons de jeunes constituent des cadres privilégiés de rencontre, d'échanges, de formation, d'information et de participation permettant aux jeunes de bénéficier d'un encadrement soutenu et d'informations fiables. Outre, la

construction en cours des maisons des jeunes de Lomé et d'Atakpamé, celle de Kara (préfecture de la Kozah) entièrement réhabilitée est fonctionnelle depuis 2010. On note également l'existence de trois centres de jeunes notamment ceux d'Avédji (préfecture du Golfe), d'Adétikopé (préfecture du Zio) et celui de Sotouboua.

Lieux par excellence d'épanouissement complétant l'éducation des jeunes tout en assurant la formation

de leur personnalité à travers une gamme d'activités socio-éducatives, culturelles et professionnelles, les centres et maisons des jeunes constituent des pôles de développement aussi bien des milieux urbains que ruraux où les jeunes peuvent trouver des réponses à leurs préoccupations.

Kara, préfecture de la Kozah. Environ 423 km au nord de Lomé. Le soleil se lève peu à peu sur la ville, pendant que les

cadres de l'administration enfilent leurs tuniques et prennent tous le chemin de leurs services respectifs, une foule immense de citoyens de la Kozah, en majorité des jeunes, 25 d'âge en moyenne, converge vers la maison des jeunes de la ville située dans quartier Dongoyo, un des quartiers populaires de la ville. Nous sommes en juillet 2013, période des vacances scolaires et universitaires.

« UNE MAISON DES JEUNES DOIT AVOIR POUR VOCATION DE CONTRIBUER À L'INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES(...) »

DÉSIRÉ AGUIGAH, RESPONSABLE DE LA MAISON DES JEUNES DE KARA.



*Vue partielle
de la salle
informatique*

A l'ordre du jour de ce grand rassemblement, une session de formation organisée conjointement par le MDBAJEJ et la section locale de la Jeune Chambre Internationale (JCI). La jeunesse de la Kozah est entretenue sur le leadership et l'entrepreneuriat des jeunes, deux valeurs cardinales et essentielles à l'épanouissement de la jeunesse togolaise.

Plusieurs travaux en commissions ponctuent cette session de formation où les jeunes cernent mieux tous les contours du leadership et tous les avantages à entreprendre afin de gagner le pari de leur devenir.

“Une maison des jeunes doit avoir pour vocation de contribuer à l'insertion socio-économique des jeunes et de favoriser la pratique des activités culturelles et, sportives, tout comme l'accès aux Nou-

velles Technologies de l'Information et de la Communication des jeunes. Vue sous cet angle, la maison des jeunes de la Kozah s'y est résolument engagée en organisant des sessions de formations à l'endroit de la jeunesse sur des thèmes variés, notamment la citoyenneté et la démocratie, le leadership et l'entrepreneuriat...” a précisé Désiré Aguijah, responsable de la maison des jeunes de Kara.

Quelques 200 jeunes ont profité des services de la maison des jeunes de Kara depuis son opérationnalisation en 2010. Une salle informatique permet aux jeunes de se familiariser aux nouvelles technologies

de l'information et de la communication.

“La maison des jeunes de notre région est très bénéfique car elle nous offre beaucoup d'avantages. A titre d'exemple, elle nous dispense des formations en informatique assorties d'attestations

qualifiantes et tout cela gratuitement. Ceci est une preuve que le gouvernement togolais pense réellement à l'épanouissement de sa jeunesse” a laissé entendre, visiblement soulagé, Essowé

Hélim, étudiant en deuxième année de droit à l'Université de Kara.

**« UNE JEUNESSE
ÉPANOUIE,
FORMÉE EST UNE
JEUNESSE
PATRIOTIQUE »**

ANALA ARIME TELATA, DIRECTEUR DE
LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES
JEUNES.

Plusieurs centres Ruraux d'Activités Socio-éducatives (CRASE) existent au Togo notamment ceux de Kpélé-Govié (préfecture de Kpélé-Adéta), de Kuma-Dunyo (préfecture de Kloto) et de Bandjeli (préfecture de Bassar).

Kuma-Dunyo, préfecture de Kloto, à 17 km de la ville de Kpalimé. Nous sommes accueillis par le Centre Rural d'Activités Socio-éducatives (CRASE) du village. En parcourant cette longue piste parsemée d'herbes géantes et de grandes essences forestières, on imagine difficilement un centre si important dans ce petit village totalement paysan où aucune installation électrique n'est visible. Mais seulement, le Ministère en charge de la jeunesse a fait bouger les lignes.

Le CRASE de la localité forme actuellement 26 jeunes du milieu en menuiserie, couture homme et dame, coiffure homme et dame mais aussi dans la forge. Une formation diplômante de trois ans qui allie la théorie à la pratique.

Le CRASE de Kuma-Dunyo sensibilise également les jeunes dont il a la charge sur des thématiques liées à la protection de l'environnement, au reboisement, au respect des valeurs citoyenne et au patriotisme entre autre.

''Les jeunes du centre développent après trois années de formation des valeurs de professionnalisme, du travail bien fait et du respect de la chose publique. La preuve est que les artisans qui font de belles réalisations dans ce village se sont formés ici, au centre'', a laissé entendre avec un sentiment de travail bien accompli Koffi Noemeddzi, comptable et responsable par intérim du CRASE de Kuma-Dunyo.

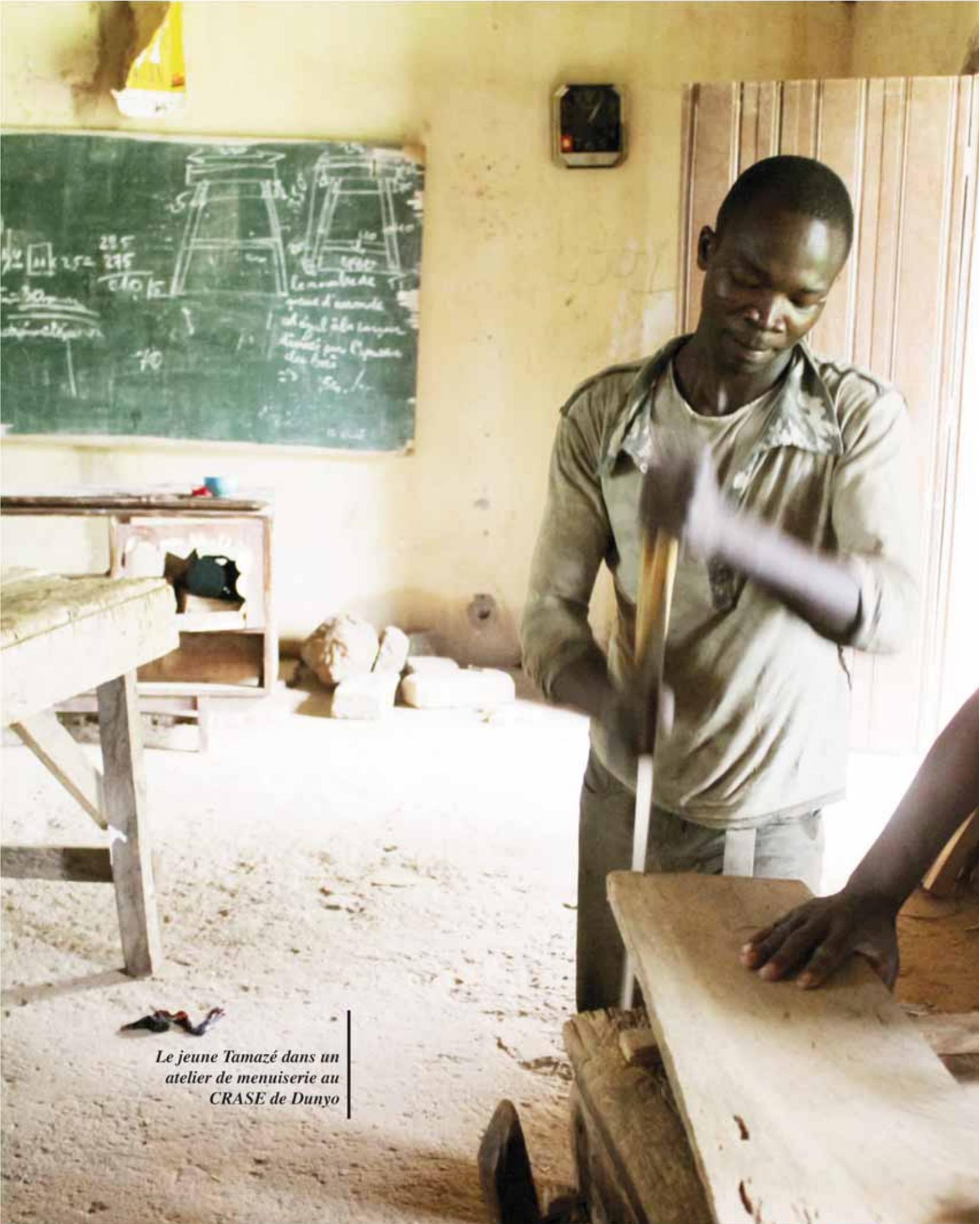
Créé par la coopération suédoise depuis 47 ans, le CRASE de Dunyo a formé 444 artisans dans plusieurs corps de métiers qui sont aujourd'hui des artisans de la reconstruction du Togo, un des objectifs poursuivi par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes à travers le Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans.

''Je suis apprenti menuisier dans ce centre depuis 2011. Avant mon arrivée ici, j'étais dans la rue sans repère. Mais aujourd'hui, mon apprentissage me permet de prendre conscience de ma contribution au développement de mon pays et de prendre mon destin en mains. Je ne paye que 3 000 francs par année et je suis logé ici au centre'' a affirmé Koku Tamaze, du haut de ses 23 ans.

'' Pour nous, il est clair qu'au Togo s'il y'avait pas des centres et maisons de jeunes dans les localités où ils sont implantés, c'est dans la rue que l'on retrouverait les pensionnaires desdits centres. Une maison de jeunes peut déclencher des vocations et peut contribuer au développement de l'esprit citoyen. C'est un foyer d'idées, de solidarité. Une jeunesse formée, épanouie est une jeunesse patriotique'', a affirmé Arime Telata Anala, Directeur de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Il est à préciser que la mise en place des maisons de jeunes dans les chefs-lieux de régions et l'installation des carrefours de jeunesse dans toutes les préfectures du Togo est une des recommandations du premier forum national de la jeunesse tenu à Kara en avril 2011.

Kevin DASSA



Le jeune Tamazé dans un atelier de menuiserie au CRASE de Dunyo

VACANCES UTILES ET CITOYENNES 2013

VACANCES MISES A PROFIT !

Initié et mis en œuvre depuis les vacances 2010 par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le programme Vacances Utiles et Citoyennes, dont l'objectif est de promouvoir la culture de l'excellence en favorisant l'intégration sociale et l'éducation à la citoyenneté des jeunes, en est, cette année 2013 à sa quatrième édition.

Les différentes activités réalisées lors des trois premières éditions de cet ambitieux programme ont permis à 967 jeunes élèves de participer à une colonie de vacances tout en favorisant le brassage culturel. Quelques 9.758 jeunes ont été mobilisés pour le compte d'associations légalement constituées pendant que 566 autres ont pris part activement à des programmes environnementaux comme des chantiers de reboisement. Enfin, un groupe de 169 jeunes étudiants a été placé dans des entreprises pour des stages d'excellence.

La quatrième édition du programme vacances utiles et citoyennes, de cette année entend offrir de bonnes vacances aux meilleurs élèves lauréats de l'examen du BEPC à travers des activités pédagogiques et ludiques variées ; faire réaliser diverses activités communautaires socioéducatives et ludiques par les associations de jeunes et faciliter l'accès à des stages pratiques aux meilleurs jeunes étudiants en fin de cycle.

Une colonie de vacances pour les meilleurs jeunes élèves, lauréats à l'examen du BEPC.

Quelques 400 meilleurs élèves à l'examen du BEPC de toutes les préfectures du Togo auront durant deux semaines à Kpalimé, à découvrir de nouvelles activités, de nouveaux sites touristiques et de nouveaux amis. La colonie de vacances permet aux jeunes bénéficiaires d'avoir des moments d'apprentissage, de partage et de solidarité mais aussi de favoriser l'intégration entre les jeunes de diverses origines et de promouvoir les valeurs citoyennes à travers des sensibilisations sur des thématiques relatives à la santé sexuelle, au VIH-Sida et à la lutte contre la drogue entre autre.

La grande innovation de cette édition est l'introduction d'une activité de simulation d'un vrai processus électoral pour permettre aux élèves, futurs électeurs de découvrir l'importance de la démocratie en développant leur esprit critique à participer au débat public en exprimant leurs points de vue.

Des associations de jeunes au centre des activités d'utilités publiques

Une centaine d'associations de jeunes auront à réaliser des activités d'utilités publiques, notamment les opérations de salubrité publique dans les quartiers, les activités sportives, culturelles, des cours de vacances, des activités pédagogiques et des meetings de sensibilisation.

*Des habitants de Hanoukopé lors
d'une opération de salubrité
publique aux abords de leur
marché en vacances 2012*



Une centaine de jeunes placés en entreprises

Le volet stage excellence du programme a permis, en 2011 et 2012, à environ 165 jeunes d'avoir des stages en entreprise allant d'un à deux mois. Grâce à la disponibilité et à l'engagement des entreprises privées décidées à soutenir les efforts du gouvernement en vue de renforcer l'employabilité des jeunes togolais, le ministère du développement à la base, en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes entend, pour cette quatrième édition, offrir des stages à 100 nouveaux jeunes diplômés.

Précisons que le programme vacances utiles et citoyennes s'organise avec l'appui de nombreux partenaires notamment les ministères chargés de l'Education Nationale, de l'Economie et des Finances, de la Santé, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, de l'Administration Territoire et des Collectivités Locales, de la Sécurité et de la Protection Civile, le Conseil National de la Jeunesse, les organisations de la société civile ainsi que le secteur privé (Togocel, Togo Telecom, Lonato, AGET et Douanes Togolaises).

Il permet de stimuler les jeunes apprenants à la culture de l'excellence et au sens du travail bien fait. Il s'agit, en somme, d'une initiative louable qui mérite d'être toujours soutenu par un partenariat public privé.

Les jeunes ressortissants d'associations des cinq chefs-lieux de régions sensibilisés sur :

« la jeunesse, la citoyenneté et la participation démocratique ».

‘(...) Les règles de civisme et de citoyenneté procurent à l'homme une prise de conscience et une bonne intégration du sens de la responsabilité quant à son rôle et sa place au sein de la société’,

**Victoire TOMÉGAH-DOGBÉ,
Ministre du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse et
de l'Emploi des Jeunes.**

Ce sont les mois de juin et juillet, mois marquant l'entrée dans les vacances scolaires, que le ministère en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse, ont choisi pour sensibiliser quelques 2 500 jeunes ressortissants d'associations, autres organisations de jeunes ainsi que des universitaires de Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, sur la thématique relative à la jeunesse, la citoyenneté et la participation démocratique. Ces journées d'information et de sensibilisation s'inscrivant dans le cadre d'une tournée de sensibilisation et d'éducation ont permis de préparer les jeunes à participer à la vie démocratique, en assumant et en exerçant leurs droits et devoirs de citoyens et en les préparant au vivre ensemble et à l'adoption de comportements responsables ainsi qu'à une éducation au jugement et au sens des responsabilités individuelles et collectives.



“Pour le gouvernement togolais, il est clair que l’on ne parviendra pas à relever les défis complexes de développement si les jeunes ne sont pas à même de participer pleinement et efficacement à tous les efforts déployés en faveur de la démocratisation et de l’établissement d’un état de droit” a souligné Victoire TOMÉGAH-DOGBÉ, Ministre en charge de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes à l’ouverture de la rencontre d’Atakpamé, le 27 juin dernier, ajoutant que “la vie en société exige, de la part des membres qui la composent, un ensemble de règles qui imposent, recommandent ou suggèrent un comportement individuel et collectif à adopter afin de rendre cette vie agréable pour chacun et pour tous. Il s’agit des règles de civisme et de citoyenneté qui procurent à l’Homme une prise de conscience et une bonne intégration du sens de la responsabilité quant à son rôle et à sa place au sein de la société”.

Ces journées de partage ont également permis de conscientiser les jeunes leaders d’associations sur les rôles et responsabilités des structures associatives dans l’éducation à la citoyenneté de leurs membres et de la société. Ils ont pris conscience de l’importance des actions de leurs mouvements associatifs dans la socialisation des jeunes et la promotion de la participation citoyenne active et démocratique. Les jeunes se sont en outre exprimés sur leurs responsabilités vis-à-vis de la promotion de la paix sociale et de l’engagement citoyen. Ils ont cerné l’importance de la contribution de leurs associations dans l’éducation à la citoyenneté dans leurs communautés.

“Je repars de cette journée d’information et de sensibilisation avec des connaissances renforcées, car je sais désormais quelle est ma contribution dans la promotion de la paix, de la cohésion sociale et au renforcement de la démocratie dans mon pays. Vivement que de telles initiatives se multiplient pour voir asseoir dans notre pays une jeunesse éprise des valeurs de paix, de citoyenneté et de patriotisme” a laissé entendre, entre deux travaux en commissions, Aouissa Idaoma, jeune étudiant au campus de Kara ajoutant que “l’on se rend effectivement compte qu’il y’a un département en charge de la jeunesse dans notre pays.”

Pour mémoire, la formation à une citoyenneté plus responsable est l’une des recommandations du premier forum national de la jeunesse tenu à Kara (préfecture de la Kozah) en avril 2011.

Kevin DASSA



ARTISANAT

DEPUIS 2008 À CE JOUR

- 9 475 artisans sont formés et équipés ;
- 2 481 artisans ont participé aux différentes foires nationales et régionales ;
- Le secteur est doté d'une politique nationale et d'un code de l'artisanat ;
- Les capacités des centres de ressources sont renforcées.

COUP DE POUCE AUX GROUPEMENTS INTERPROFESSIONNELS DES ARTISANS TOGOLAIS (GIPATO).

L'artisanat est un secteur important qui contribue à plus de 18% au Produit Intérieur Brut du Togo. Pour donner un coup de pouce à ce secteur vital pour l'économie nationale, le gouvernement togolais a créé des Groupements Interprofessionnels des Artisans du Togo (GIPATO), avec pour objectif de mettre en place des outils de production collectifs qui permettront de fédérer des actions de formation professionnelle et entrepreneuriale, mais également des actions de prestations et de productions.

L'analyse faite de la situation actuelle de ces GIPATO atteste de la nécessité d'une action vigoureuse pour booster le secteur de l'artisanat. C'est dans ce cadre que le Togo, dans sa quête de solutions idoines pour le secteur, a bénéficié du soutien de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Projet d'Appui aux Petites Entreprises Artisanales (PAPEA), dont le coût est estimé à 141 millions de francs CFA. L'ambition de ce projet est de faire des bases d'appui des GIPATO, des "Centres de Ressources pour Artisans (CRA)".

Après bientôt un an d'exécution, le projet, qui couvre les villes de Lomé, Tsévié et Sokodé, porte déjà ses fruits...

La filière agro-alimentaire du GIPATO de Tsévié soutenue par le PAPEA UEMOA.

Créé depuis 1985, GIPATO-Tsévié est composé de plus de 182 membres organisés en groupements. Dans le cadre du projet PAPEA UEMOA, la filière agro-alimentaire de GIPATO-Tsévié s'est vue dotée de nouvelles machines, notamment une machine de transformation de sucre, une batteuse de riz, une égreneuse de maïs, une transformatrice de céréales, une ensacheuse, une machine de pressage de jus, une machine de torréfaction, un presse jus de fruits et un four, le tout évalué à plus de 25 millions de francs CFA.

Réhabilité grâce à une dotation du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes à hauteur de plus de 4.5 millions de francs CFA, le GIPATO de Tsévié désormais équipé, entend se spécialiser

« Nous produisons des ananas que nous venons transformer ici, au GIPATO, indique Mawuli Koffi PLASSEY, producteur d'ananas basé à Tsévié. Parfois nous en achetons si la quantité produite est insuffisante pour une commercialisation à l'échelle nationale. Nous exploitons une superficie de 8 hectares à Léligodo dans le village de Davédi situé à 6 km de la ville de Tsévié avec comme culture de base les ananas associés au maïs et au manioc. Léligodo est une localité favorable à la culture de l'ananas »

Mawuli Koffi PLASSEY,
38 ans, géomètre de formation
et producteur d'ananas basé à Tsévié.



dans la fabrication de jus de fruits naturels, de purée de tomate et de farine de manioc. Pour atteindre cet objectif, les artisans de Tsévié s'organisent déjà en petites filières de productions d'ananas, de tomate et de manioc, éléments qui constituent la matière première de la transformation.



« Nous avons investi 25 millions de F cfa pour les 8 hectares (bail de la superficie, préparation du sol, achat des rejets d'ananas, des intrants...). Après deux ans, nous pourrions produire 1 million de tonnes de jus d'ananas, dont la commercialisation pourra être estimée à 52 millions de francs »

Kossi ZOMAYI

31 ans, déclarant en douanes, également producteur d'ananas. Le jus obtenu sera au prime abord ensaché puis embouteillé par la suite.

La filière agroalimentaire a notamment bénéficié des appuis techniques de GIPATO, de l'ICAT, de l'ITRA et de plusieurs ONG afin de passer de l'étape traditionnelle à une étape plus ou moins moderne de la culture de l'ananas et du manioc. Certains producteurs y associent la culture des tomates qu'ils transforment en jus ou en purée.



“La réhabilitation de la base d'appui de GIPATO-Tsévié sous la bonne volonté du MDBAJEJ est une grande chance pour nous, car cette base d'appui permet à plusieurs paysans d'accroître leurs superficies cultivables. Cette base d'appui permet aussi de réduire le taux de chômage et la pauvreté dans notre localité, en ce sens qu'il va permettre à plusieurs jeunes de s'intéresser à l'agriculture. Les retombées de leurs activités vont leur permettre de se prendre en charge eux et leur famille”

komi Djakass

Président
de la Chambre des Métiers
de Tsévié.

La filière de production du GIPATO de Sokodé appuyée en équipements lourds.

Une raboteuse, une toupie à scie ruban, une cintreuse hydraulique, une perceuse sur colonne, un poste à souder, une bétonnière, une table de béton électrique, une livreuse entre autre ; le tout évalué à plus de 35 millions de francs CFA. Voilà l'appui matériel qu'a reçu la filière production GIPATO-Sokodé dans le cadre du projet PAPEA UEMOA. Les artisans entendent désormais mutualiser leurs efforts pour s'autonomiser à travers des productions à grande échelle.

Le Groupement Interprofessionnel des Artisans du Togo, section Sokodé est composé de 28 corps de métiers. A travers l'approche participative prônée par le ministère en charge de l'artisanat, GIPATO-Sokodé a contribué à sa réhabilitation à hauteur de 1.200.000 francs CFA.

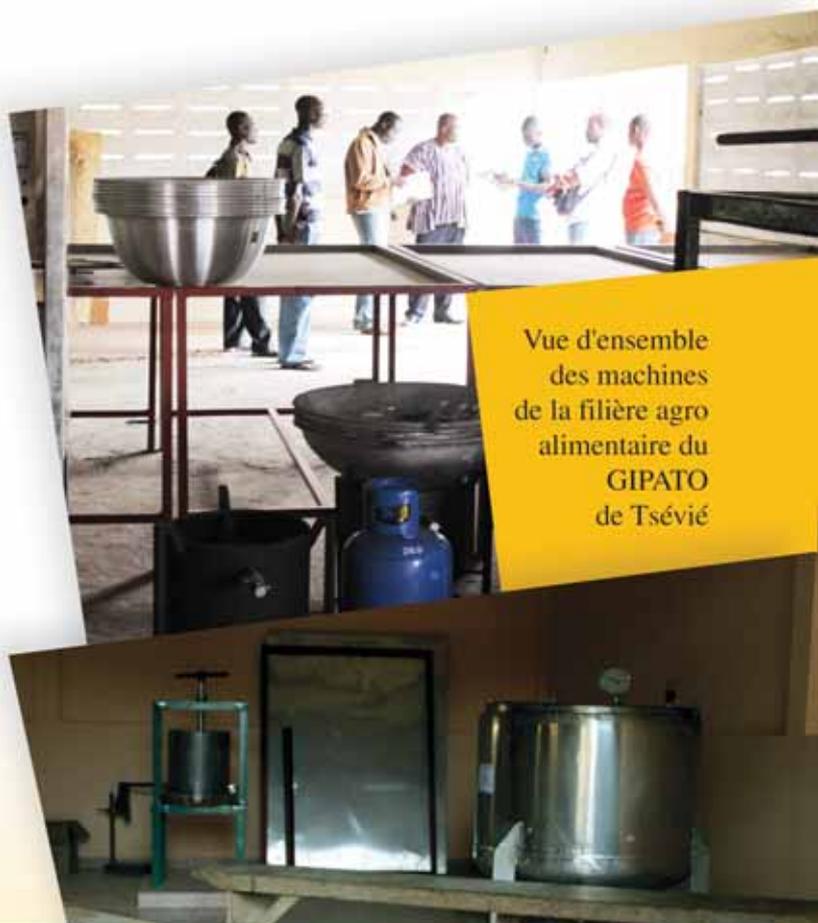
"Grace à cet appui en équipements lourds que l'UEMOA a mis à la disposition du Togo, les artisans de la ville de Sokodé sont désormais plus aptes à faire de grandes productions et à rechercher des marchés internationaux pour l'écoulement de leurs produits. Nous organisons dans les prochains jours, des sessions de formations à leur endroit pour une maîtrise parfaite de ces équipements", a affirmé Touré Mouhari Batakpali, directeur exécutif du GIPATO de Sokodé.

Le projet d'appui aux petites entreprises artisanales a un impact significatif sur l'amélioration des conditions de travail des artisans de certaines régions économiques du pays, notamment Lomé commune, la région Maritime et la région Centrale.

Lancé en janvier 2012 et prévu pour s'étaler jusqu'à la fin de l'année 2013, le projet PAPEA UEMOA comporte quatre composantes notamment la commande des équipements, la réception et l'installation, la formation sur le fonctionnement de ces équipements et la mise en exécution.

Précisons que notre pays s'est doté, début juin 2012, d'une loi portant code de l'artisanat togolais visant à réglementer l'exercice des activités artisanales. Avec environ 60 principaux corps de métiers et 130 activités artisanales afférentes, le secteur de l'artisanat est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois.

Joseph MENSAH-BOBOÉ & Kévin DASSA



Vue d'ensemble des machines de la filière agro alimentaire du GIPATO de Tsévié



*Le jeune Kossi ZOMAYI
dans son champs d'ananas*

BIENTÔT UN SYSTÈME D'INFORMATION SUR L'ARTISANAT AU TOGO.

Au Togo, plus de 600 000 jeunes, selon de récentes estimations, exercent une activité dans le secteur de l'artisanat. Quelques 130 activités artisanales sont réparties en 60 corps de métiers, lesquels sont classés dans huit branches d'activités notamment la petite restauration et la filière agroalimentaire, les mines, les carrières, ou encore l'électricité et l'électronique. Or, malgré l'importance de ce secteur, les données relatives à l'artisanat manquent cruellement.

Après l'adoption de la politique nationale de l'artisanat en mai 2011, et du code de l'artisanat en juin 2012, les autorités en charge de l'artisanat nourrissent donc l'ambition de créer, au Togo, un Système d'Information de l'Artisanat (SIA).

“ Le Système d'Information de l'Artisanat sera un système de collecte, d'analyse, de stockage et de diffusion d'informations relatives au secteur de l'artisanat dont l'objectif est de fournir aux organisations professionnelles d'artisans, aux partenaires techniques et financiers, aux investisseurs nationaux et internationaux, ainsi qu'aux artisans eux-mêmes, des informations fiables et de premier ordre régulièrement mises à jour afin

de promouvoir les micro et petites entreprises artisanales de notre pays” a indiqué le Directeur de l'Artisanat, Komi KADARING.

Le système devra s'articuler autour de trois grands volets, notamment les informations d'ordre économique, les données techniques et culturelles.

Estimé à plus de 165 millions de FCFA, ce projet va démarrer courant 2013 à travers un financement de l'Etat togolais d'une valeur de 35 millions de FCFA.

L'UEMOA a apporté une contribution d'un peu plus de 15 millions pour la fourniture d'équipement, cablage et conception d'un logiciel de saisies de données.

Précisons que la disposition d'un Système d'Information sur l'Artisanat est une recommandation de l'UEMOA, qui entend ainsi équiper sa base de données informationnelle relative à l'artisanat des 8 pays membres de l'organisation commune.

**Joseph MENSAH-BOBOÉ
& Kévin DASSA**



*Une artisanne
en pleine
activité*



DEVELOPPEMENT A LA BASE

DEPUIS 2008 À CE JOUR

- 1 336 Comités de Développement à la Base (CDB) accompagnés et restructurés ;
- 1 226 groupements appuyés dont 740 ayant reçu une formation et 490 des équipements de travail ;
- 3 889 groupements soit environ 38 890 personnes ont bénéficié des microcrédits d'un montant total de 6,5 milliards pour développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- 5 fédérations de 2 105 groupements composés de 40 117 membres sont accompagnés dans leurs organisations ;
- 541 infrastructures socio collectives réalisées avec la participation des communautés (marchés, bâtiments scolaires, pistes, dispensaires, magasins, etc...) à travers le PDC, PDC-L, PSMICO et DDC au profit de plus de 60 000 bénéficiaires ;
- 314 micro projets AGR financés à travers le PDC ;
- 2 064 ha reboisés à travers le programme HIMO/PDC ;
- 50 plateformes multifonctionnelles installées (PTFM) ;
- Le secteur est doté d'une politique avec la mise en place d'une agence et d'un fonds.

LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (DDC), AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE.

Le Togo attache de plus en plus d'importance aux initiatives locales de développement. Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes via la Direction du Développement Communautaire (DDC) aide à la mise en place de structures appelées Comités de Développement à la Base (CDB). Des comités villageois de développement (CVD) passant par les comités de développement de quartier (CDQ), prennent en compte le développement de leur communauté avec l'appui de la DDC qui intervient dans l'élaboration, l'organisation et l'exécution des projets. Certains de ces CDB représentent aujourd'hui un réel exemple à suivre.

[Kpinzindé, un modèle de réussite]

Situé au nord est du Togo, à 25 km de Kara et à une dizaine de la frontière avec le Bénin, Kpinzindé est connu pour les bons résultats obtenus par son comité villageois de développement (CVD). Installé depuis 5 ans, ce comité composé de 30 membres a pour cahier de charges le développement de la communauté. Comme toute institution, il a connu des débuts difficiles comme le souligne son Président Abalo KPAKPABIYA : " au début, les gens ne croyaient pas en nos projets". Des difficultés qui ont très vite été dissipées par l'adhésion de toute la communauté qui a pris à cœur le développement de la localité.

" Après avoir pris contact avec tous les chefs quartiers du village, nous avons bénéficié de deux jours de formation sur la création et la gestion d'un CVD et d'un groupement. Notre CVD a été créé le 15 avril 2008 " précise le Président du groupement.

La réhabilitation de l'unité de soins périphériques (USP) de la localité a été le premier résultat obtenu par le CVD. " Nous avons réhabilité l'USP par la construction d'une maternité, d'une infirmerie et d'un incinérateur. La communauté a pris conscience de l'importance du CVD et s'est investie. Elle constitue dorénavant un catalyseur de développement et d'obtention de meilleurs rendements. Ce projet basé sur la santé a fait notre réputation et a entraîné la réussite des projets suivants" ajoute Abalo KPAKPABIYA.

Ce centre de santé réhabilité a considérablement changé la vie de la communauté. La consultation est à 100 F CFA, un prix à la portée de tout le monde et qui rend le centre très fréquenté, une satisfaction totale pour Abalo KPAKPABIYA, qui raconte : " Il y a quelques temps encore, beaucoup mourraient à cause des morsures de serpent. Aujourd'hui avec l'USP réhabilitée, ce phénomène est éradiqué. Des patients viennent de tous les villages voisins et même du Bénin, à 11 km d'ici pour se faire soigner ici".

Pour la réalisation des différents projets communautaires, les membres du CVD se sont organisés et ont mis en place un système de cotisation auprès des habitants. Le CVD loue également des places aménagées sur le marché : Pour chaque place de marché, l'occupant paye 25 F CFA. Grâce à ces locations, le CVD dispose aujourd'hui de la somme de 35 000 F CFA. « Avec cette épargne, nous envisageons d'aider les élèves à la rentrée prochaine dans l'achat des fournitures et dans le versement des frais de scolarité », nous confie le secrétaire général du CDQ de Kpinzindé.



MINISTÈRE DE LA SANTE
 DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
 DIRECTION

REPUBLIQUE TOGOLAISE
 Travail - Liberté - Patrie

CARNET DE SANTE
 MÈRE ET ENFANT

MINISTÈRE DE LA SANTE
 la Santé Familiale / OMS

MINISTÈRE DE LA SANTE
 DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
 DIRECTION

REPUBLIQUE TOGOLAISE
 Travail - Liberté - Patrie

D.S.F.

Numéro d'ordre: 83
 Année: 2013
 Centre de Santé Familiale: 14/15-15

MÉTÉOROLOGIE

Date: / /
 Nbre. Morts nés:
 Morts (à préciser):
 Autres (à préciser):

Abalo KPAKPABIYA,
 Président du
 CVD de Kpinzindé

Le quartier de Bè à l'école du développement communautaire.

Lomé, la capitale doit, elle aussi, faire face à son développement à travers des comités de développement de quartiers (CDQ). A Bè Agodo Atimé, premier quartier de Lomé, le comité de développement de quartier, est très peu financé. Pour ressources, le CDQ se repose sur les latrines publiques construites depuis 28 ans qui ne rapportent que 25 F CFA par personne. Pourtant, le CDQ, très impliqué dans l'amélioration du bien-être des populations du quartier, a déjà mené de nombreux projets.

« Je suis gestionnaire financier de formation, mais j'ai une grande passion pour le social. Ici, c'est mon quartier natal et je ne peux pas rester indifférent. Nous n'avons pas de ressources pour faire face au social mais nous voulons investir dans l'humain, dans le développement de la population » raconte *Kpotor DELANYO, Président du CDQ de Bè Agodo Atimé.*

Il est 18 heures et nombre d'ampoules éclairent les sentiers étroits du quartier. Afin de lutter contre l'insécurité, le comité a notamment mené une campagne d'éclairage du 15 mai au 15 juin, et qui sera rééditée à partir du 4 août. « Nous avons demandé aux habitants d'installer une ampoule devant toutes les maisons, afin d'éclairer le quartier la nuit. Nous payons 500 FCFA par mois à chaque maison qui éclaire la rue », nous explique *Kpotor DELANYO.*

Le quartier de Bè Agodo Atimé recense 68 enfants orphelins, que le CDQ essaye d'assister. Ainsi, les premiers soins des moins de 5 ans et les frais de scolarité des plus âgés, sont assurés par le comité. **« A l'avenir, nous aimerions venir en appui aux jeunes artisans orphelins en leur achetant des outils de travail par exemple »,** nous confie le *Président.*

Même sans ressources, le CDQ continue d'œuvrer par tous les moyens au développement local.

« Nos projets en cours sont principalement des projets de sensibilisation. Une équipe de 22 personnes, tous membres du CDQ, en plus d'une commission spécialisée, est mise en place pour coordonner les activités liées à la santé de la communauté. Les 75 maisons que composent le quartier ont été visitées une à une. Après avoir discuté, nous leur distribuons un fascicule sur divers thèmes, comme la gestion des eaux usées, les règles de bon voisinage et de bienséance dans les maisons par exemple », explique *M. DELANYO.*

La création d'emplois reste l'une des préoccupations majeures du CDQ. Très prochainement, afin de permettre aux femmes de subvenir aux besoins de leurs familles, le CDQ leur proposera des microcrédits à un taux d'intérêt réduit pour le commerce de savon liquide traditionnel et de shampoing.

A Bè-centre, quartier fréquemment inondé en saison pluvieuse, la problématique environnementale est primordiale. **« Durant les saisons de pluie, beaucoup de rues sont complètement inondées et infranchissables »,** explique *Prospère TOKPO président du CDQ de la localité, pour qui la solution viendrait de la construction de pavages, mais aussi de bassins de rétention d'eau.* La construction de la place publique a été commencée mais est en stand by, faute de financements.

Tout comme Abalo, Prospère souhaiterait améliorer le quotidien de sa communauté par la création d'emploi. Sa cible est la jeunesse, qui par manque de travail, a malheureusement tendance à se tourner vers des activités illicites. **« Comme une approche de solution, je leur propose la collecte des ordures ménagères pour d'un côté maintenir le quartier propre et réduire des maladies causées par ces ordures et d'un autre leur permettre de gagner un peu d'argent pour se prendre en charge. »**

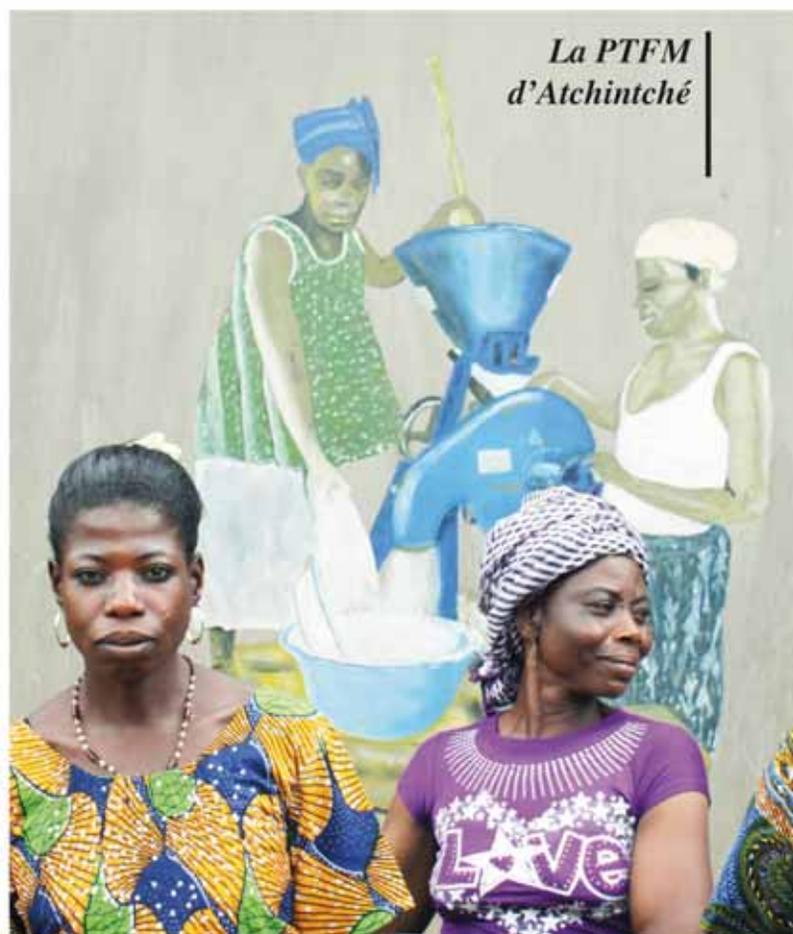
DES EXPERIENCES PILOTES A UN PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

L'ambition du Ministère en charge du Développement à la Base est d'assurer de façon durable aux communautés, à l'horizon 2032, la satisfaction des besoins légitimes et fondamentaux à savoir l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable, aux infrastructures communautaires de base et à l'hygiène et le désenclavement. Pour y parvenir, d'énormes efforts méritent d'être consentis et les plus hautes autorités de ce ministère l'ont bien compris et s'engagent à travers plusieurs programmes et projets pour accompagner les communautés dans la recherche de leur bien-être. Aujourd'hui, les résultats concluants des différentes expériences ont convergé vers un Programme d'Appui au Développement à la Base. Quelles sont les tenants et aboutissants de ce programme charnière ? Lisez plutôt

Pour réaliser sa mission, le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a conçu et met en œuvre divers projets et programmes en vue de créer des conditions de vie meilleures aux populations à la base. C'est notamment : le projet des Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) pour alléger les souffrances des communautés vivant dans les milieux enclavés ; le projet des Plantes à Racines et Tubercules (PRT) qui a permis entre autre l'acquisition et l'installation, à ce jour, de quatre unités semi-modernes de transformation du manioc ; le Programme de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) qui a été conçu en vue de contribuer à l'amélioration des revenus des membres de groupement et au développement des emplois ruraux ; le Projet de Développement Communautaire (PDC) en zone rurale, à travers lequel 584 microprojets ont été

réalisés en 2012 ; le Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaires (PSMICO) qui vise à doter les communautés d'infrastructures socio collectives de base ; le Programme de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé (PDC-L) qui est dans sa phase de passage à l'échelle supérieure. L'aboutissement heureux de toutes ces expériences a conduit à mettre sur pied un autre programme destiné à consolider les acquis et à impacter durablement les conditions de vie des populations à travers leur autonomisation : le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB).

*La PTFM
d'Atchintché*





*Madame la Ministre
du Développement
à la Base*

Le PRADEB vise la réduction de la pauvreté à travers l'appui au développement à la base et à la promotion de l'emploi des jeunes. Il s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie accélérée de croissance et de promotion de l'emploi en son pilier 5, qui promeut le développement participatif équilibré et durable.

Ce programme est destiné à l'encadrement d'environ 500 groupements d'intérêts économiques en leur facilitant l'accès aux micro crédits, à l'installation de 200 plateformes multifonctionnelles pour améliorer les conditions de vie de 400 000 habitants et à la création d'environ 4 000 micro et petites entreprises au profit de 93 750 jeunes diplômés et artisans. Ces micro et petites entreprises vont générer 12 000 emplois indirects.

Traduisant la dynamique enclenchée par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes pour améliorer le quotidien des plus vulnérables, cette nouvelle initiative contribuera beaucoup à la réduction de la pauvreté en consolidant les bases institutionnelles et en professionnalisant les groupements d'intérêt économique. Le PRADEB facilitera l'accès des populations rurales à des services énergétiques modernes et à réduire le chômage des jeunes.

La cohérence entre les besoins des bénéficiaires et les objectifs du PRADEB a motivé la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) à apporter un appui financier à sa mise en œuvre. D'un coût total de 7,1 milliards de FCFA, la BOAD y contribue à hauteur de 6 milliards. Plus d'un milliard de FCFA seront mobilisés par l'Etat Togolais et les bénéficiaires. Ce programme sera exécuté pour une durée de cinq ans.

« ... Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter les plus hautes autorités togolaises pour la pertinence de leur politique et pour les choix judicieux qui ont été opérés pour faire face aux défis du développement à la base et à celui de l'emploi des jeunes... . La BOAD se réjouit de pouvoir accompagner le gouvernement togolais dans la formulation et la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB), dont la présente cérémonie de lancement consacre le démarrage effectif des activités. Cette joie est d'autant plus profonde qu'il s'agit du lancement d'un programme d'une grande importance et dont les objectifs répondent à des préoccupations partagées par la BOAD et le Togo... »
Extrait du discours du Président de la BOAD au lancement du PRADEB le 12 avril 2013

Les stratégies de mise en œuvre du PRADEB reposent sur l'approche par la demande, qui consiste à intervenir en réponse à une demande expresse des bénéficiaires ; l'approche participative, qui consiste à associer les différentes parties prenantes dans la conception et l'exécution des actions prévues ; le principe du « faire faire », qui consiste à privilégier la contractualisation avec des acteurs de proximité disposant des capacités requises pour l'exécution des actions prévues et la prise en compte des acquis techniques et méthodologiques des projets similaires au niveau national.

Les plateformes multifonctionnelles : les femmes aux commandes du développement de leur communauté.



Ces axes stratégiques soutiennent les cinq composantes du programme qui s'intègrent harmonieusement suivant le principe de gestion axée sur les résultats. Il s'agit du soutien aux activités économiques des groupements ; de l'appui à l'installation des plateformes multifonctionnelles ; de l'appui à la promotion de l'emploi des jeunes ; du suivi-évaluation et appui à l'encadrement et de l'organisation et de la gestion du programme.

En ce qui concerne particulièrement l'installation des plateformes multifonctionnelles, on note, partout où ce programme est expérimenté, de grandes mutations dans les activités des communautés qui voient leur revenus s'améliorer à partir des facilités offertes par les plateformes.

Depuis plus de 15 ans, le concept de la plateforme multifonctionnelle fait l'objet d'expériences diverses dans les pays de la sous région. Il n'a été introduit au Togo qu'à partir de 2011, dans le cadre d'un partenariat sud - sud avec les experts du programme national plateforme multifonctionnelle pour la lutte contre la pauvreté. Le programme plateforme multifonctionnelle est inspiré de l'expérience réussie du Burkina Faso qui a déjà réalisé des centaines de structures décentralisées d'énergie, constituées de moulins diesel entraînant divers modules de transformation, en fonction des besoins exprimés par les communautés. Il s'agit de moulins, décortiqueuses, malaxieuses, concasseuses, égreneuses, presses d'huiles, etc...

C'est dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, que le gouvernement togolais a initié le programme national des plateformes multifonctionnelles, avec pour objectif de contribuer à l'accroissement des revenus et à l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique) en faveur des populations rurales, à travers un accès élargi aux services énergétiques fournis par la PTFM.

Le programme a pour cible les petites localités rurales et périurbaines de 500 à 2 000 habitants, enclavées par rapport au réseau électrique. Chroniques de la Base est allé à la rencontre de trois de ces localités : Avévoïn, dans la préfecture de l'Avé à 20 km de Kevé, Bétoé, village à 70 km à l'Est d'Atakpamé, et Atchintchè, localité enclavée, à 2 heures de route de Blitta.

UN QUOTIDIEN AMÉLIORÉ

« La PTFM constitue un moteur de motivation pour les élèves, en ce qu'ils veulent brillamment réussir leurs études pour fabriquer ces machines qui changent le quotidien », sourit Sossou KOMLAN, enseignant en classe de CMI et CM2 à Bétoé.

Gérées par des membres de groupements de femmes constitués dans les localités, ces plateformes sont un véritable instrument de développement au sein des communautés bénéficiaires. Elles améliorent grandement le quotidien des habitants, notamment en réduisant les corvées des femmes.

« Avant nous étions obligées de râper le manioc et de piler les noix de palme du matin au soir, et, pour aller moudre le maïs, nous devions parcourir des distances allant jusqu'à 10 kilomètres. Du coup, quand il pleuvait, la farine était mouillée par la pluie et inutilisable », se souvient Rebecca AFONOPE, la Présidente du groupement « Gbenodou » à Avévoïn.

Dans le village de Bétoé, il fallait également s'armer de patience et aller dans les villages éloignés pour moudre la farine.

« Nous mettons des jours avant d'avoir de la farine pour préparer à manger aux enfants. C'était une véritable corvée et nos enfants étaient parfois même obligés d'aller à l'école le ventre vide. » raconte Noumovi FIDÉGNON, chef de village de Bétoé.

« Avant, on était oublié, parce que nous vivons dans une zone très enclavée. Les femmes souffrent beaucoup car ce sont elles qui s'occupent de toute la famille. L'agriculture est la seule activité que nous pratiquons et c'est très dur de vendre nos produits pour subvenir à nos besoins, car c'est une zone difficile d'accès », explique le Chef du village d'Atchintchè, Indrè Diwa.

Aujourd'hui, les groupements Gbenodou d'Avévoïn, Lonlon de Bétoé, et Espoir d'Atchintché disposent d'une plateforme multifonctionnelle mise à disposition par le Ministère du Développement à la Base.

« La PTFM est munie d'un moulin à maïs, à soja, d'une rapeuse de manioc, d'une égreneuse de riz, et d'un table de chargeurs de portables et de batteries, présente la Présidente du groupement Espoir. Rapidement, on peut moudre 2 récipients de manioc en 3 minutes. »

Le chef du village d'Avévoïn se réjouit : « Avec l'arrivée de la PTFM, nos femmes ne vont plus au village de Yometchin pour moudre le maïs, ni pour charger les portables. La population mange maintenant à l'heure, et la nuit, nos enfants peuvent faire leurs devoirs sous l'éclairage. »

En effet, en plus de la transformation des produits que permet la PTFM, celle-ci est source d'énergie et fournit de l'électricité alimentant des lampes et des prises qui permettent de charger les téléphones portables et autres batteries.

« Maintenant, le village n'est plus totalement coupé du reste du pays. Nous suivons les actualités à la télé, nous regardons aussi ce qui se passe ailleurs. C'est remarquable, surtout pour les élèves du village », s'enthousiasme-t-on à Atchintchè.

DES BÉNÉFICES ENGRANGÉS

Le programme contribue également à l'augmentation des revenus à travers une meilleure valorisation des productions agroalimentaires locales. L'arrivée de la PTFM est une source de revenu importante pour certains groupements qui ont organisé un réel commerce. Les groupements ont vu s'accroître leur production de farine, de riz ou d'huile, et, par conséquent, ont pu agrandir les champs cultivés pour augmenter leur production. En plus de ces revenus, les villages voisins viennent moudre les denrées et charger les téléphones moyennant un paiement au groupement.

A Bétoé, qui génère un bénéfice de 800 000 FCFA par an, un comité de gestion composé d'un président, de deux meuniers, et de caissiers a été mis en place pour mieux gérer les revenus de la plateforme. **« Nous sommes arrivés à ce résultat grâce à une bonne cohésion du groupe, l'implication du comité villageois de développement, du chef du village et aussi grâce à une gestion efficace des revenus. »** explique la Présidente du groupement de femmes.

A Atchintché, où 50 à 65 personnes par jour viennent bénéficier des services de la PTFM, les femmes sont arrivées à 1 million de FCFA de bénéfice annuel. **« Grâce à la commercialisation des récoltes et des produits dérivés tels que le gari et le tapioca, nous réalisons d'énormes bénéfices, que nous réinvestissons dans diverses activités commerciales comme l'huile, le mil, le riz, les poissons fumés, bref tout ce qui manque dans la zone, explique la Présidente du groupement. Nous allouons des prêts aux femmes du groupement d'un montant allant de 30 à 40 000 FCFA, payables sur une période différée de 12 mois, avec un taux d'intérêt de 5%. Les intérêts de ces prêts sont réinvestis dans les activités du groupement. »**

DES VILLAGES DÉVELOPPÉS : L'ÉDUCATION PRIORISÉE

De la réussite de la gestion de ces PTFM découle un développement local qui profite à tout le village. A Atchintché, l'évolution du groupement a amené le ministère à construire un magasin de stockage pour conserver les produits et les commercialiser sur d'autres marchés.

A Bétoé, c'est l'éducation qui a été priorisée par les femmes. *Amedico Elogo, 15 ans, raconte :*
« Le village a beaucoup changé. On a construit une école dans laquelle étudient mes frères et sœurs. Aujourd'hui, les conditions d'études sont nettement améliorées. ». **« Avec l'arrivée de la PTFM les femmes se sont motivées et se sont impliquées. Avec le succès et les bénéfices générés,**

elles ont demandé à ce qu'on construise une école et un dispensaire. Le dispensaire n'est pas encore construit, mais l'école, oui, rayonne un enseignant en classe de CM1 et CM2 devant le bâtiment flambant neuf. Avant, il n'y avait pas d'école à Bétoé. On travaillait sous les apatams avec les enfants. Dès qu'il pleuvait, les enfants devaient rentrer chez eux. ».

Le village de Bétoé est lancé sur la voie du développement et ne compte pas s'arrêter là :

« Notre objectif est d'arriver à réaliser un bénéfice de plus d'1 million de FCFA par an et d'installer nous-mêmes une ou plusieurs PTFM dans le village pour assurer l'électrification de tout le village, afin que nos enfants aient de meilleurs résultats à l'école ».

ambitionnent les femmes de Lonlon. Entre autres projets d'avenir, la construction d'un magasin de stockage, la mise en place de cours d'alphabétisation des femmes, la construction d'une unité de soins d'un forage et de latrines.

« Les avantages de la PTFM sont énormes. D'abord elle nous a permis de construire un magasin de stockage. Ensuite elle nous a permis de ne plus nous endetter. Enfin, elle nous a permis d'ouvrir un compte à la Fautière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (FUCEC) pour pouvoir épargner » se réjouit la Présidente du groupement d'Atchintché. **« Avec les bénéfices de la plateforme, on souhaiterait installer un forage. L'eau que nous avons ici n'est pas très saine. On voudrait aussi construire des latrines, et mettre un dispensaire car nos femmes accouchent à même le sol. »**

A ce jour, 50 plateformes sont installées à travers les 5 régions économiques du Togo ; 9 dans la région Maritime, 10 dans les Plateaux, 9 dans la Centrale, 10 dans la Kara et 12 dans les Savanes. Avec le PRADEB, 200 autres plateformes seront installées sur toute l'étendue du territoire national.



La plateforme, une véritable source d'énergie électrique à Atchintché.

La mise en œuvre des actions du PRADEB contribue en définitive aux efforts du Gouvernement en matière d'insertion professionnelle des jeunes et celles des femmes dans la vie économique. Ceux-ci peuvent désormais accéder à des formations, aux crédits pour l'acquisition des intrants et des équipements, ainsi qu'au suivi et accompagnement dans la gestion de leurs activités économiques. La promotion des créneaux d'emplois tels que l'artisanat et l'entreprise agricole constitue une opportunité d'insertion professionnelle, économique et sociale pour les jeunes. Ceci pourra limiter considérablement le phénomène d'exode rural, porteur d'illusions et cause de la souffrance des jeunes. L'espoir est donc permis en ce qui concerne la valorisation du potentiel local dans le processus du développement des communautés. L'espoir est d'autant plus permis qu'il existe une synergie et une complémentarité entre les différents programmes du Ministère du Développement à la Base. Le programme de Plateforme multifonctionnelle vient faciliter les activités économiques entreprises grâce au Programme d'Appui aux activités Economiques des Groupements (PSAEG). Avec ce programme plusieurs groupements ou fédérations de groupements ont prospéré comme le témoigne Donga CHANGO, secrétaire de la Fédération des Unions de Groupements des Femmes de la Kozah, la FUGFK.



Le club des mères d'Avevoïn a présenté un sketch décrivant les bienfaits de la plateforme pour leur localité.



Une brave femme du groupement LONLON de Bétéoé.



la plateforme facilite la production de l'huile de palme aux femmes de Kpalimé.

EPANOUIES GRACE AU PSAEG

Le Projet de Soutien aux Activités Economiques des groupements, s'inscrit dans les stratégies mises en place par l'Etat togolais via le ministère du développement à la base, afin de permettre à différentes couches de la population de se prendre en charge grâce au système de microcrédits. Ces microcrédits sont accordés aux groupements, menant une activité génératrice de revenus. Ce mécanisme a permis de relever plusieurs défis, notamment l'amélioration des conditions de vie des populations et l'épanouissement des populations bénéficiaires. Un fait constaté à Kara, à 420 km au nord de Lomé avec la Fédération des Unions de Groupements des Femmes de la Kozah (FUGFK).

Créée en 2008, la FUGFK, actuellement logée dans une petite pièce au quartier Chaminade, est partie de 560 groupements comprenant 15 000 femmes. Elle a grandi et compte aujourd'hui 26 unions de 812 groupements pour près de 20 090 membres. Cette fédération, un levier de développement est un facteur d'émancipation de la femme de la Kozah.

« Nous avons initié cette fédération à cause de la situation précaire dans laquelle les femmes de la Kozah vivaient. Nous voulons relever le niveau de vie de la population, et nous estimons que la femme est au centre de tout », nous confie madame Donga Chango, secrétaire de la FUGFK.

Afin de susciter l'adhésion d'un grand nombre de groupements, la sensibilisation de tous les cantons à se constituer en union de groupements a été le cheval de bataille des femmes de la fédération : « Nous avons fait des différents cantons des unions de groupements, et avons identifié nos besoins, que nous avons transmis au Ministère du Développement à la Base par la suite » poursuit-elle.

LES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE INVESTIES

S'appuyant sur ses différents partenaires, notamment le WAGES (Women and Associations for

Gain both Economic and Social), et la FUCEC Togo (Faitière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo), le Ministère du Développement à la Base a facilité l'accès aux microcrédits commerciaux et agricoles à plusieurs groupements et fédérations dont la FUGFK. « Nous avons bénéficié d'un financement de 140 millions FCFA du MDBA-JEJ, puis, de 35 millions de FCFA. Aujourd'hui nous disposons de 180 millions FCFA. Nous octroyons des crédits qui varient de 300 000 à 900 000 FCFA voire 1 500 000 FCFA pour certains groupements. Ces crédits sont remboursés en deux tranches annuelles avec 7% d'intérêts qui servent à accorder des crédits à d'autres ou à en augmenter pour certains », nous dit madame Chango. Elle continue : « Par exemple, le groupement « halaéfé, femme réveille-toi dans ta communauté », dont je suis membre, a bénéficié d'un crédit de 1 500 000 FCFA que nous avons investis dans l'agriculture, l'élevage et d'autres activités génératrices de revenus. La première tranche est déjà versée et très prochainement, la seconde sera remboursée. Nous pourrions alors réemprunter ».

DES CONDITIONS DE VIE AMÉLIORÉES, DE QUOI SÉDUIRE LE VOISINAGE

Cette initiative a été très bénéfique pour les femmes réunies au sein de ladite fédération. Les femmes de la Kozah jouissent d'une notoriété qui fait d'elles des acteurs clés dans le développement de leur communauté. « Cette initiative a apporté un changement énorme dans la préfecture. Les femmes membres des différents groupements s'épanouissent, elles subviennent aux besoins vitaux de leur famille », nous dit la Présidente de la FUGFK. Les femmes de la Kozah s'affirment maintenant sur tous les plans. « Aujourd'hui, les femmes arrivent à assurer la scolarité de leurs enfants. Nos enfants ont de bons résultats à l'école car ils mangent bien, ils ont les documents nécessaires et sont bien soignés quand ils sont malades », continue madame CHANGO.

L'agriculture et le commerce ont pris un nouveau tournant dans toutes les localités. « Grâce à la fédération, nous arrivons à acheter des engrais pour améliorer qualitativement et quantitativement nos récoltes. Nos différents marchés deviennent des repères pour les achats de toutes sortes de produits agricoles », nous confie une femme membre de la fédération.

Les femmes de la Kozah sont devenues une référence auprès d'autres communautés et même au-delà de la région de la Kara. « D'autres groupements sont venus des régions Centrale et Savanes pour s'inspirer de notre initiative. Le groupement des femmes de Pagouda par exemple, veut s'appuyer sur nous pour lancer un microcrédit ».

« POUR NOUS, LA FUGFK SERA L'ÉLÉMENT ACCÉLÉRATEUR DE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PRÉFECTURE » Donga CHANGO

Ainsi, pour consolider tous ces acquis, la fédération a plusieurs projets en cours.

« Nous avons demandé des formations en gestion pour renforcer les capacités des responsables des groupements. La création d'une mutuelle pour faire profiter du crédit d'autres femmes, en dehors des groupements, fait également partie de nos préoccupations. Ainsi, toutes les femmes, sans exception, pourront mener des activités pour subvenir aux besoins de leurs familles. Et vous verrez que la pauvreté diminuera peu à peu dans notre communauté. », nous confie la Présidente de la fédération.

Afin d'amener toutes les générations de femmes à se prendre en charge dans la Kozah, la FUGFK se soucie aussi de la jeunesse. « Nous incitons les jeunes filles déscolarisées et qui n'apprennent aucun métier à adhérer aux différents groupements, afin d'éviter la vie de débauche, facteur de pauvreté ».

Annie TOURETTE,
Kokou KALEFE & John TCHAGOU



Donga CHANGO
Secrétaire de la FUGFK



Des membres de la FUGFK



Activité génératrice de revenus
(élevage de porc)

LE PRADEB : LA RÉSULTANTE DES EXPÉRIENCES RÉUSSIES

Financé à près de 6 milliards de F CFA par la Banque Ouest Africaine de Développement, avec une contribution de l'Etat togolais, le PRADEB vient donner un nouveau coup d'accélérateur au développement à la base. Prévu pour une période de 5 ans, il vise le soutien aux activités des groupements d'intérêt économique, l'installation des plateformes multifonctionnelles et la promotion de l'emploi des jeunes.

Officiellement lancé le 12 avril dernier à Kara (420 Km au Nord de Lomé) par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes en présence des membres du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers, notamment la BOAD, et d'autres organisations internationales, le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) a été salué par toutes les communautés représentées. Les bénéficiaires du programme, à travers chants et sketches ont rendu hommage au Gouvernement et à ses partenaires qui ne cessent d'explorer les voies et moyens pour assurer

le bien-être et l'épanouissement des populations vulnérables. Une occasion, pour l'Etat togolais, de saluer l'accompagnement précieux de la BOAD aux cotés du gouvernement pour améliorer le sort des plus vulnérables.

« Cet appui aux efforts du gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres est un devoir accompli », a laissé entendre le Président de la BOAD.

« ... c'est toujours avec le sentiment du devoir accompli qu'il me plaît de me retrouver aux cotés des autorités et auprès des populations bénéficiaires, pour lancer des programmes de développement à la base, comme c'est le cas aujourd'hui à Kara.

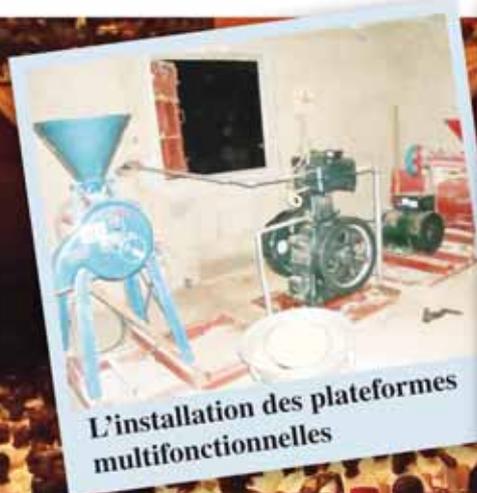
La création du Ministère du Développement à la Base ainsi que l'élaboration du programme de plateformes multifonctionnelles au Togo, témoignent, entre autre, de cette ferme volonté de promouvoir de concert l'emploi des jeunes et le développement à la base.

En outre, la **Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) et ses déclinaisons sectorielles offrent une place de choix à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à travers une croissance forte, inclusive et génératrice d'emplois.** » Le Président de la BOAD au lancement du PRADEB

Voilà qui donne davantage espoir aux autorités et aux communautés qui peuvent désormais compter sur l'appui des institutions partenaires pour amorcer un véritable développement durable, qui sera bâti autour de l'organisation communautaire et de la valorisation des potentiels locaux.

John TCHAGOU

LE PRADEB POUR SOUTENIR :



L'installation des plateformes multifonctionnelles



Les activités des groupements d'intérêts économiques



La promotion des emplois des jeunes (Remise de kits)



LE PSMICO COMME STRATÉGIE D'ÉCLOSION DES CAPACITÉS PRODUCTRICES DES COMMUNAUTÉS À LA BASE.

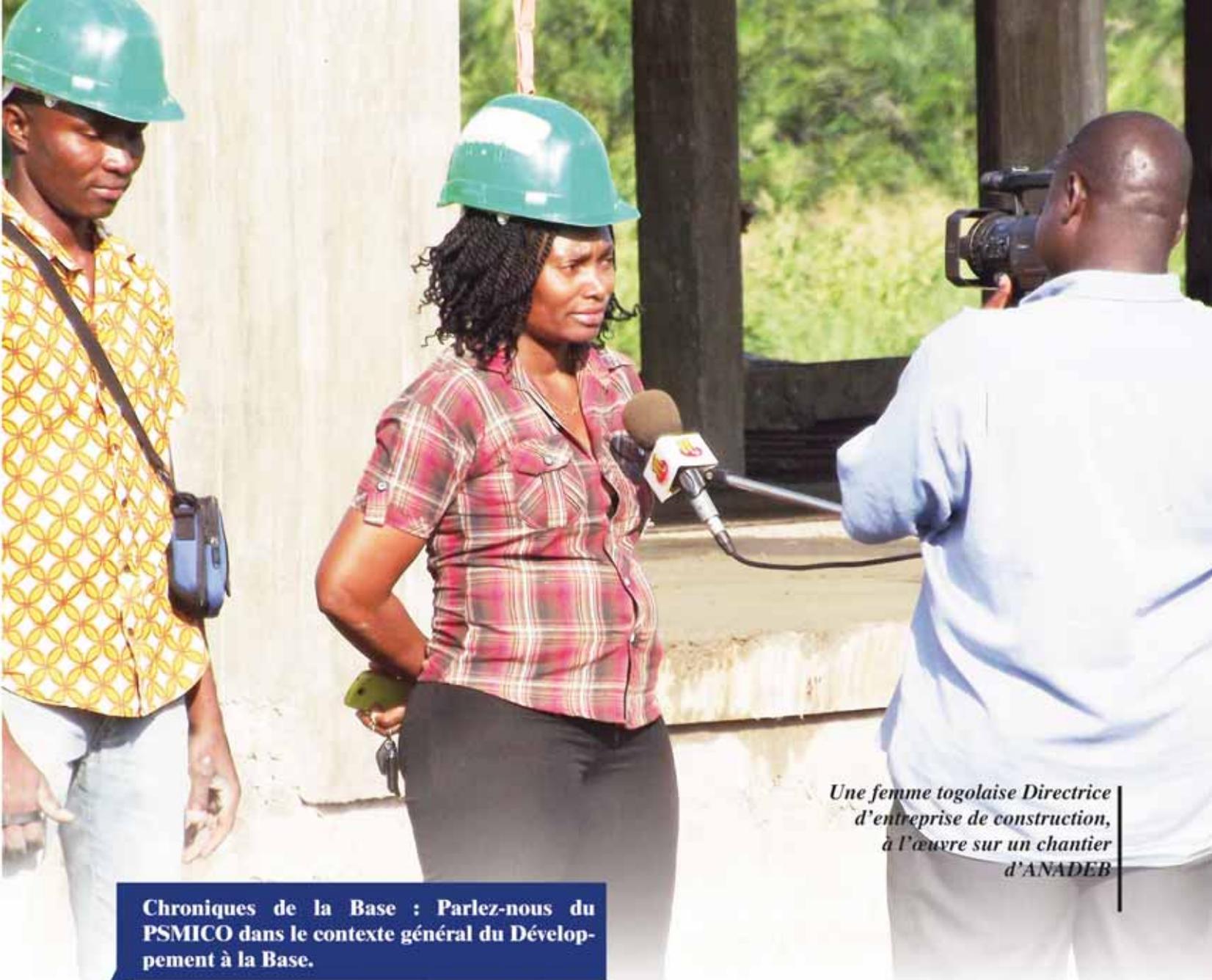


Visite de suivi de chantier d'une équipe d'ANADEB, bras opérationnel du Ministère du développement à la Base

Le contexte socio-économique du Togo, marqué par la paupérisation des populations a amené le Gouvernement, ces dernières années à définir de nouvelles orientations fondées sur l'éclosion des capacités productrices des communautés, en vue de la création des richesses. C'est dans cette logique qu'il a été développé, depuis 2008, un nouveau paradigme centré sur l'accès au « minimum vital commun » à travers l'approche de développement à la base et l'inclusion des groupes vulnérables, particulièrement les

femmes et les jeunes. Pour permettre le développement des capacités de production et réduire la vulnérabilité des populations, de nouveaux programmes et projets sont élaborés et mis en œuvre, qui prennent en compte les besoins réels et vitaux des populations. Le Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaire (PSMICO) s'inscrit dans cette dynamique.

Voici une Interview exclusive de Madame Victoire TOMEGA-H-DOGBE, Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'emploi des Jeunes.



Une femme togolaise Directrice d'entreprise de construction, à l'œuvre sur un chantier d'ANADEB

Chroniques de la Base : Parlez-nous du PSMICO dans le contexte général du Développement à la Base.

Victoire TOMÉGAH-DOGBÉ : Avec un PIB de 457 dollars US par habitant en 2010, le Togo se classe parmi les pays les moins avancés (PMA). L'économie togolaise est fortement dépendante du secteur primaire, qui représente environ 40% du PIB et occupe plus de 70% de la population active. Avec la longue crise sociopolitique qu'a essuyée le Togo durant une quinzaine d'années, le processus de développement socio-économique a été mis en veille. Cette crise a contribué profondément à la détérioration de la qualité des infrastructures socio-économiques. Le peuple togolais est tombé alors dans une spirale de pauvreté et d'indigence, marquée par la suspension de l'aide internationale. C'est dans cet environnement économique difficile que le Gouvernement, en 2005, a pris des mesures concrètes pour améliorer les progrès vers la réalisation des OMD. Plusieurs actions ont été alors entreprises. Parmi ces

actions figurent la gratuité de l'éducation primaire, le renforcement des campagnes intégrées de vaccination, la distribution de moustiquaires imprégnées et de produits nutritifs, les campagnes de sensibilisation sur le VIH/sida, l'amélioration de la prise en charge des personnes infectées, ... Des progrès ont été ainsi réalisés. Mais d'un autre point d'analyse, les infrastructures de base continuent d'être en mauvais états, voire inexistantes dans de nombreuses localités, alors qu'elles constituent des préalables indispensables à la réussite de toutes actions visant l'amélioration des conditions de vie des populations et la réduction de la pauvreté. Dès lors, la mise en place des infrastructures de base de tout genre apparaît comme une priorité de l'intervention du Ministère en charge du Développement à la Base en vue de l'atteinte de l'objectif visé. C'est là que le PSMICO trouve sa raison d'être.

Démarré depuis 2009, le PSMICO vise donc à solutionner le fait que les communautés à la base, à plus de 62% rurales et à 75% jeunes, n'ont pas un accès suffisant aux infrastructures sociocommunautaires de base telles que les écoles, les unités de soins périphériques, les infrastructures marchandes, etc. Or, comme nous le savons, l'économie togolaise est fortement dépendante du secteur primaire qui représente environ 40% du PIB et occupe plus de 70% de la population active. Pour atteindre son objectif, le PSMICO passe par la responsabilisation des Comités de Développement à la Base (CDB), la mise en place d'un partenariat avec les bénéficiaires et l'accompagnement de ceux-ci dans la gestion des infrastructures.

Quelle est l'articulation du PSMICO avec les autres Programmes de votre département au regard de la politique Nationale de Développement à la Base ?

Les infrastructures, dans le contexte de la politique Nationale de Développement à la Base, sont perçues comme des préalables indispensables à toutes autres interventions dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations et de la réduction de la pauvreté. Elles permettent de créer des conditions favorables à l'épanouissement et au développement des communautés. Les actions de création et de modernisation des infrastructures de base engagées à travers le PSMICO ont, à ce titre, un double impact : l'augmentation des revenus à travers la création d'emplois privés ou publics et l'amélioration des conditions de vie des populations à travers un meilleur accès aux biens et services disponibles. Le PSMICO, plus que la somme de ses composantes, constitue donc un support de croissance économique et donc un socle solide pour tous les autres programmes.

Le 24 mai dernier, vous avez signé des conventions avec quinze communautés issues de toutes les régions du pays. Qu'attendre du PSMICO en 2013 ?

Avec le PSMICO, la clé de répartition des microprojets tient compte des déséquilibres régionaux. C'est ce qui justifie la provenance des 15 communautés avec lesquelles nous avons signé des conventions de financement de microprojets le 24 mai. Pour 2013, l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), qui est le bras opérationnel de mon département en matière de mise en œuvre de la politique nationale de développement à la base, et maître d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre du PSMICO, a enregistré 386 demandes. Vous comprenez combien les besoins sont énormes, alors que les ressources dont dispose l'État sont de loin insuffisantes. Sur ce total de demandes enregistrées, seules 15 ont été retenues en fonction des priorités et surtout des moyens disponibles. A travers les conventions signées, diverses infrastructures sont réalisées au profit des 15 communautés pour un coût de plus d'un milliard de FCFA. Les réalisations concernent notamment, la construction de 13 hangars de marché de type cantonal ainsi que 10 hangars de marché de type préfectoral, 10 blocs latrines, 3 centres de jeunes, un centre médicosocial, 4 bâtiments scolaires, 5 magasins de stockage, 1 bloc administratif, 1 ouvrage de franchissement et l'électrification d'un centre de santé.



Inauguration du marché d'Agoè-Assiyé



la Ministre pose la
1ere Pierre pour la
construction d'un
marché

Quel bilan faites-vous du PSMICO depuis son démarrage en 2009 ?

Le PSMICO a considérablement contribué à changer le cadre de vie de plusieurs communautés même dans les localités les plus éloignées. A ce jour le Programme a permis de réaliser près de 300 infrastructures au profit d'une cinquantaine de communautés pour un coût global de plus de quatre milliards de francs CFA. La réalisation de ces ouvrages a généré environ 3 000 emplois temporaires au profit de 15 000 bénéficiaires directs et indirects. On évalue à plus de 100 000 le nombre total de bénéficiaires de ces ouvrages.

Vous êtes très sensible aux activités économiques des femmes. Est-ce parce que vous êtes vous-même une femme ?

Non ! Non ! Il ne s'agit pas de cela ! Vous n'ignorez pas le rôle prépondérant que joue la femme dans l'économie de notre pays. Les femmes détiennent

une part très importante des activités marchandes et méritent, à ce titre, d'être appuyées par nos programmes. Imaginez ce Togo sans activité économique des femmes ! Je ne veux surtout pas me souvenir de la précarité dans laquelle nos sœurs et nos mères sont tombées après les incendies des marchés de Kara et de Lomé. Grâce à Dieu, elles reprennent progressivement. En nous intéressant aux infrastructures marchandes à travers le PSMICO, nous voulons permettre aux femmes, mais aussi aux hommes et aux jeunes d'entreprendre des activités génératrices de revenus pour se prendre en charge et contribuer au développement de notre pays.

Les réalisations du PSMICO touchent plusieurs ministères sectoriels. Quelles sont vos interactions avec ces différents ministères ?

Le PSMICO cherche à faciliter l'accès des communautés à la base aux infrastructures socio-collectives de bases. A cet effet, les actions entreprises dans le cadre de ce Programme touchent plusieurs secteurs

tels que l'éducation, l'eau, l'assainissement, la santé, l'économie...

L'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), qui a la charge de la mise en œuvre de ce programme, travaille étroitement avec les services techniques des autres départements ministériels en ce qui concerne la pertinence des besoins à satisfaire et pour harmoniser les interventions. Loin d'interférer sur les prérogatives des autres, le PSMICO est plutôt transversal et consolide la collaboration interministérielle.

Quelles sont vos perspectives d'avenir à travers le PSMICO ?

Vous pouvez déjà imaginer que notre vœu le plus cher est de couvrir les besoins de toutes les communautés de notre pays. Mais nous sommes actuellement dans l'incapacité de le faire, faute de ressources. Notre plus grand défi reste donc la mobilisation des ressources. Nous pensons aussi qu'il est très important de renforcer les capacités des communautés à s'organiser, à planifier et à réaliser leur développement. Avec leurs plans de développement, les communautés ont la possibilité de négocier des financements et autres appuis auprès des partenaires techniques et financiers. Nous invitons donc les opérateurs économiques nationaux et internationaux, les ONG et toutes les bonnes volontés, à participer à cette lutte ardue contre la pauvreté au Togo.

C'est le lieu d'adresser ma profonde gratitude au Chef de l'Etat pour son implusion et l'attention toute particulière qu'il accorde à la mise en place des infrastructures de base dans nos communautés.

Propos recueillis par John TCHAGOU.





*Les responsables de la
communauté remercient
les autorités pour la
construction du marché*

LE PDC-L : UNE RÉPONSE À LA PRÉCARITÉ DE VIE DES POPULATIONS DE LOMÉ.



Depuis août 2006, avec l'Accord Politique Global (APG) qui ouvre la voie à un avenir prometteur, après une longue crise socio politique, le Togo s'est engagé résolument à fournir des efforts pour améliorer le quotidien du citoyen et assurer le plein épanouissement des communautés vivant dans des zones jugées vulnérables. Ces efforts qui se sont concentrés plus en zone rurale se sont avérés limités suite à

l'insuffisance des ressources financières. On assiste aujourd'hui à une délocalisation progressive du phénomène de la pauvreté vers les villes en général et la capitale Lomé en particulier. Le Programme de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé piloté par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), a été conçu en réponse à la vulnérabilité des populations de Lomé. *Monsieur Doki-Zama ALI-TAGBA, Directeur Général de cette agence explique :*



Chronique de la Base : Votre Agence pilote depuis août 2012, un important programme de Développement Communautaire à Lomé. Pourquoi un tel Programme à Lomé la capitale ?

ALI-TAGBA : Le Programme de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé souvent désigné par son acronyme PDC-L est conçu et mis en œuvre pour répondre à une situation toute particulière, celle de la précarité et de la vulnérabilité des populations de Lomé.

L'idée de la mise en œuvre d'un programme de développement communautaire à Lomé est née d'un constat. En effet, la lutte contre la pauvreté entreprise par le Gouvernement depuis 2005 a porté sur des actions orientées beaucoup plus vers les zones rurales où les populations sont jugées plus défavorisées et vulnérables que les autres (cas du PDC, des AGAIB, ...). Ces efforts dont les changements sont certes perceptibles à ce jour risquent à terme, d'entraîner une délocalisation du phénomène vers les villes et plus spécialement Lomé qui compte 1 570 283 âmes et regorge de 28,5 % de pauvres selon l'enquête QUIBB, 2011. Selon la même enquête, les habitants des villes et surtout ceux de Lomé n'ont

pas tous accès aux services sociaux de base. Le taux d'utilisation des toilettes saines à Lomé est seulement de 49,3%, celui de l'accès au service de santé de 71% et celui de l'accès au mode sain d'évacuation des ordures ménagères de 79,9%. Cet état de chose contribue énormément à la souffrance des populations. Lomé enregistre par ailleurs un taux de chômage de 5,7% et un taux de sous-emploi de 17,8%.

Certains quartiers, surtout ceux de la périphérie, ne disposent ni d'écoles publiques, ni d'infrastructures sanitaires. Au regard de tout ce qui précède, il était devenu impératif de mener des actions concrètes pour améliorer un tant soit peu les conditions de vie des populations. Voilà ce qui a poussé le Ministère du Développement à la Base, sur orientation du Chef de l'Etat à initier le PDC-L.

Ce programme vise à amener les populations concernées à rechercher des solutions à leurs problèmes à travers un processus participatif. C'est un choix stratégique permettant d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement.



En quoi consiste ce grand programme et quels en sont les principaux groupes cibles ?

Le PDC-L consiste à réaliser des actions permettant de toucher en 3 années 75 quartiers sur les 145 quartiers que compte Lomé, ceci à travers l'accompagnement des communautés dans le processus de planification de leur développement et la mise en œuvre des actions planifiées.

L'accompagnement veut, par une démarche participative, amener les populations des quartiers concernés à se doter des plans d'action pour un développement harmonieux, inclusif et durable. Pour ce faire, notre Agence procède à l'identification de ces quartiers selon des critères bien précis, à y sensibiliser les autorités locales et la population, à conduire un diagnostic participatif et organisationnel et à appuyer l'élaboration/actualisation des Plans d'Action de Quartiers (PAQ).

La mise en œuvre des actions planifiées se traduit par l'opérationnalisation des actions issues des PAQ. Cette opérationnalisation exige une mobilisation de ressources financières, humaines et matérielles.

De façon générale, il s'agit de mettre en œuvre des actions permettant de résoudre les principaux problèmes qui minent les quartiers de Lomé à savoir l'insalubrité, l'absence de sources de revenus pour les femmes, le sous emploi des jeunes et l'absence ou la vétusté des infrastructures socio collectives. Les principaux groupes cibles de cet important programme sont : les femmes et les jeunes filles dépourvues de sources de revenus et les jeunes désœuvrés en proie à toutes formes de délinquance.

Y a-t-il déjà des résultats perceptibles du PDC-L ?

Bien sûr ! C'est vrai que nous sommes à notre première année de réalisation. Mais nous notons à ce jour avec satisfaction quelques résultats perceptibles. Déjà 24 quartiers disposent de leurs plans d'Action. 28 autres quartiers vont dans les semaines à venir être enrôlés pour bénéficier de l'accompagnement du programme. Ceci portera à cinquante deux le nombre de quartiers couverts pour cette première année. Les résultats obtenus jusqu'ici pour un investissement de près de trois cent millions de francs CFA concernent : L'enlèvement des dépotoirs à Bè-Agodogan et Agoé Nyiévé Kitidjan, l'aménagement des rues à Agoé Kitidjan et Kodomé, la facilitation des crédits à plus de 800 femmes,

la construction de la clôture du stade omnisport de Kanyikopé et l'appui à 20 jeunes filles en fin d'apprentissage en kits de couture et de coiffure. D'autres microprojets sont en cours, notamment : la réfection de 5 bâtiments scolaires à Doumassessé, la construction de hangars de marché et de latrine à Ahligo ainsi que l'opérationnalisation de deux kiosques d'eau, la construction d'un parking et d'un bloc de latrines à Akodésséwa-avélimé. Des infrastructures socioéducatives sont également en cours de réalisation à sogbossito, Agbalépédogan, Wonyomè, apédokoin-batomè, Kanyicopé, avenou batomè.

Quels sont vos défis et quelles leçons tirez-vous du chemin parcouru ?

Notre défi principal c'est "le nerf de la guerre" comme on le dit. Le PDC-L est un programme très ambitieux et nous avons besoin de cinq milliards de francs CFA pour les trois années. Je voudrais ici renouveler notre gratitude aux partenaires techniques et financiers qui nous accompagnent déjà. C'est notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) qui a consenti un financement de 110 millions FCFA, la Banque Africaine de Développement (BAD) qui s'est engagée à hauteur de 109 millions FCFA, le Groupe Bolloré avec 123 millions FCFA, les entreprises chinoises CACC et WIETC qui nous accompagnent avec 500 millions F CFA et l'entreprise togolaise CECO BTP qui a offert 1 millions de FCFA. Ces entreprises, on les sait commerciales, mais elles se veulent aujourd'hui plus sociales et nous en sommes très reconnaissants.

«... Je suis très heureux, d'assister, au nom de l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Togo, à la cérémonie de signature de convention de financement du Programme de Développement Communautaire dans les quartier vulnérables de Lomé (PDC-L) entre le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et les entreprises Chinoises CACC et WIETC. Ces entreprises qui réalisent le projet de réaménagement et d'extension de l'aéroport International GNASSINGBE Eyadéma de Lomé, se sont volontairement décidées d'octroyer 500 millions de FCFA sous forme de don au PDC-L, initiative du Ministère en charge du Développement à la Base. Ceci témoigne une fois encore de la volonté des entreprises chinoises en général et de CACC et WIETC en particulier d'accompagner les pays partenaires

à mettre en œuvre les projets économiques majeurs, mais également d'être plus près des populations pour leur développement socio-économique. Je suis convaincu que les 13 projets financés par CACC et WIETC, dont des centres de jeunes et des bâtiments scolaires contribueront à l'amélioration des conditions d'apprentissage pour les enfants et au développement de la jeunesse togolaise... » *Propos du Chargé d'Affaires à la cérémonie de signature de convention de financement entre le Ministère du Développement à la Base et les entreprises CACC et WIETC le 16 avril 2013.*

Nous comptons enfin sur l'accompagnement des médias qui doivent servir de relais auprès des potentiels partenaires techniques et financiers pour contribuer à la mobilisation des ressources.

Propos recueillis par John TCHAGOU



Signature de convention de financement entre le Ministère du Développement à la Base et les entreprises CACC et WIETC

PROJET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE, LE « PLUS » PARTICIPATIF



*Ecole Primaire
de Kighaleou désormais
accessible grâce à la
construction de la
piste rurale*

Initié et mis en œuvre depuis 2008 par le gouvernement togolais avec l'appui de la Banque Mondiale, le Projet de Développement Communautaire (PDC), est un instrument de développement qui a pour objectif d'améliorer l'accès des bénéficiaires aux services de base (santé, éducation, assainissement et eau, ...), à la formation et de promouvoir des activités génératrices de revenus. Ce projet, qui s'inscrit dans un contexte de développement local participatif, est conçu pour faire des communautés rurales démunies les acteurs de leur propre développement.

Le PDC agit sur les deux dimensions de la pauvreté que sont la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire. Sur ce dernier point, le PDC accompagne les communautés pauvres, par l'intermédiaire de leur Comités Villageois de Développement (CVD), à mettre en place ou à rénover des infrastructures de développement social et communautaire. Il s'agit notamment des bâtiments scolaires et d'unités de soins de santé périphérique (USP), des ouvrages d'eau et d'assainissement, ainsi que des pistes rurales. En ce qui concerne la pauvreté monétaire, le PDC finance des microprojets d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des opérations de Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) dont l'objectif est d'améliorer les revenus des bénéficiaires. A ces opérations s'ajoutent les cantines scolaires.

Les résultats atteints dans ce cadre sont significatifs :

1) 390 microprojets d'infrastructures sociocommunautaires ont été réalisés (modules de classe, centres de santé, et hangars de marchés, latrines communautaires, points d'eau potable, pistes rurales, retenues d'eau, systèmes d'irrigations, etc.) créant de meilleures conditions de travail pour les élèves et les enseignants, facilitant l'accès aux centres de santé et à l'eau potable, la conduite des activités commerciales, et offrant un meilleur assainissement pour les communautés.

2) 294 groupes organisés ont reçu entre 1,5 et 8 millions de francs CFA en moyenne pour lancer des activités génératrices de revenus dans les domaines de l'agriculture et du commerce.

3) Près de 61 000 élèves de 258 écoles situées dans les communautés les plus défavorisées du pays reçoivent un repas par jour à l'école grâce au programme de cantines scolaires, diminuant considérablement les taux d'abandon scolaire.

4) 2 064 hectares de terres dégradées ont été reboisées offrant du travail à 26 396 personnes en milieu pauvre.

5) Enfin, 8 240 membres de comités de développement de villages et de groupements ont reçu des formations appropriées et sont désormais capables d'identifier des projets, de les préparer, d'octroyer les marchés à des prestataires et de gérer les fonds qui leur sont attribués.

La première phase du PDC démarrée en juin 2008 sera clôturée le 30 septembre 2013. Le contexte de pauvreté au Togo a amené le gouvernement togolais à reconduire et renforcer le PDC. Ainsi, un nouveau Projet de Développement Communautaire de filets sociaux (PDC plus), est financé et mis en œuvre officiellement depuis septembre 2012, pour renforcer les acquis du PDC.

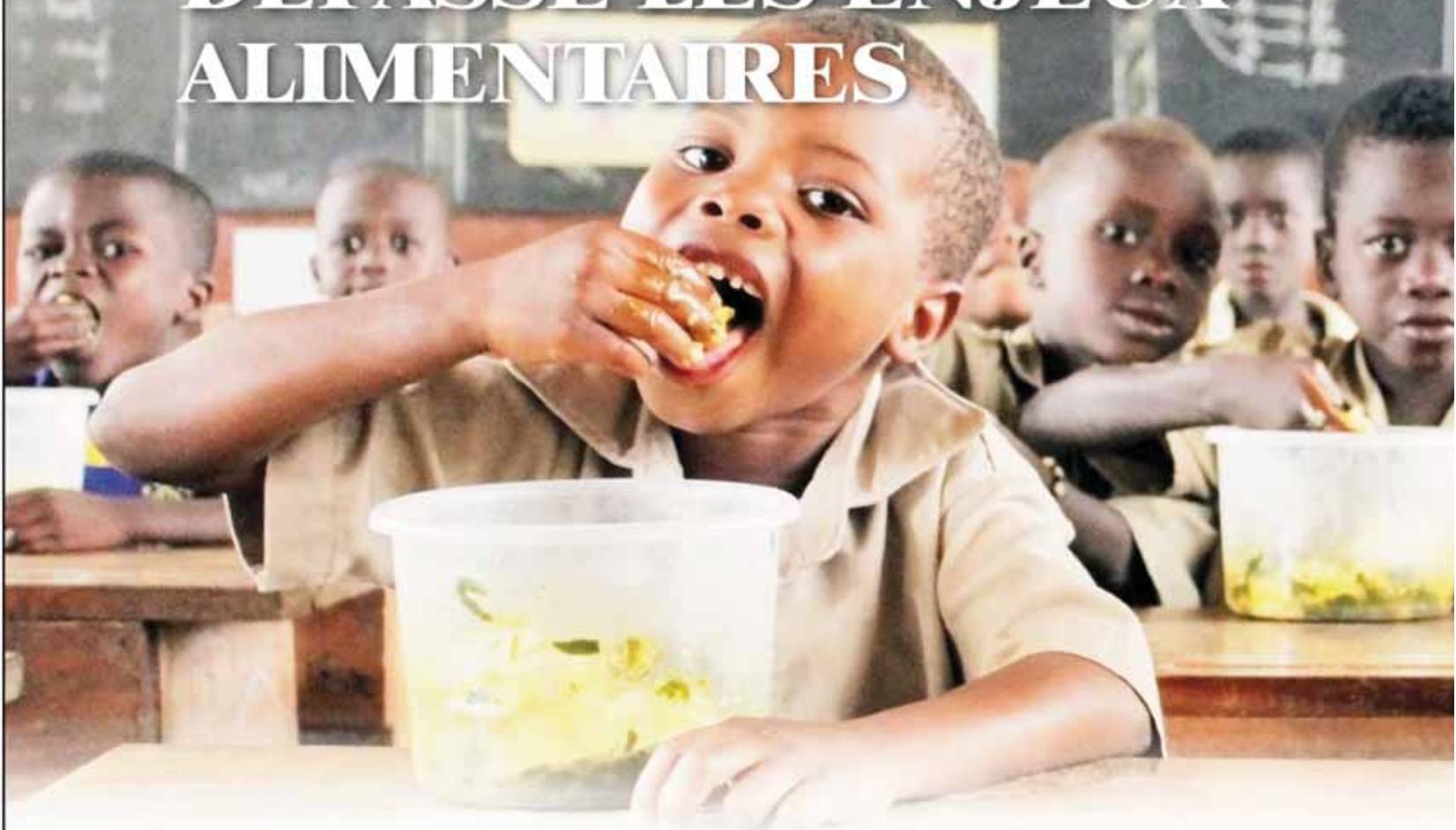
Chroniques de la Base est allé à la rencontre des bénéficiaires de 3 composantes du PDC : la mise en place des cantines scolaires, les Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre, ainsi que les infrastructures communautaires.

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE



Vue partielle de la piste rurale de Kigbaleou

UN PROGRAMME DE CANTINE SCOLAIRE QUI DÉPASSE LES ENJEUX ALIMENTAIRES



Les cantines scolaires : un outil de promotion de l'accès à l'éducation

Le gouvernement togolais, dans le cadre de la stratégie nationale d'amélioration de la scolarisation, a choisi de faire de l'alimentation scolaire, un facteur essentiel de promotion de l'accès et du maintien des écoliers dans le système scolaire. En effet, les cantines scolaires et la gratuité des repas permettent en même temps de pallier les consé-

quences de la hausse des prix et les conséquences des carences alimentaires des enfants scolarisés tout en augmentant les taux de fréquentation scolaire des enfants. Dans ce contexte, la Banque Mondiale a décidé, en 2008 de soutenir un programme fournissant un repas chaud par jour aux enfants des écoles primaires dans le cadre plus vaste du Projet de Développement Communautaire (PDC).

Nous sommes allés à la rencontre des élèves des écoles primaires de Tavémé, dans la préfecture de Vo et d'Anfoin Tota, préfecture des Lacs.



Sous-alimentation des élèves : de l'échec à l'abandon scolaire.

Au menu du jour, pour Yawo Nestor TRONOU, élève en classe de CM2, c'est ayimolou (riz accompagné de haricots) et poisson. Il est 12h à l'école de Tavémé, non loin de Vogan, et les écoliers mangent dans un silence religieux. Cela fait 3 ans maintenant que le PDC, à travers l'Agence Adventiste d'Aide et de Développement (ADRA), structures partenaires du PDC pour la mise en œuvre des cantines scolaires dans les cinq régions du Togo, a

mis en place une cantine gratuite pour tous les enfants de l'école.

« Ce projet a été créé à cause du taux d'échec et d'abandon élevé des élèves. Il y a peu d'écoles au Togo, les enfants ont donc de grandes distances à parcourir pour rentrer manger chez eux à midi. Ils ont donc deux possibilités : soit ils rentrent et en général ne reviennent pas l'après-midi, car c'est trop loin et trop fatiguant, soit ils restent toute la journée à l'école sans manger. Dans ce cas, ils ne sont absolument pas concentrés l'après-midi et surtout,

cela entraîne de sérieux problèmes de santé. » explique *Leiza AUGSBURGER, Directrice Nationale d'ADRA Togo.*

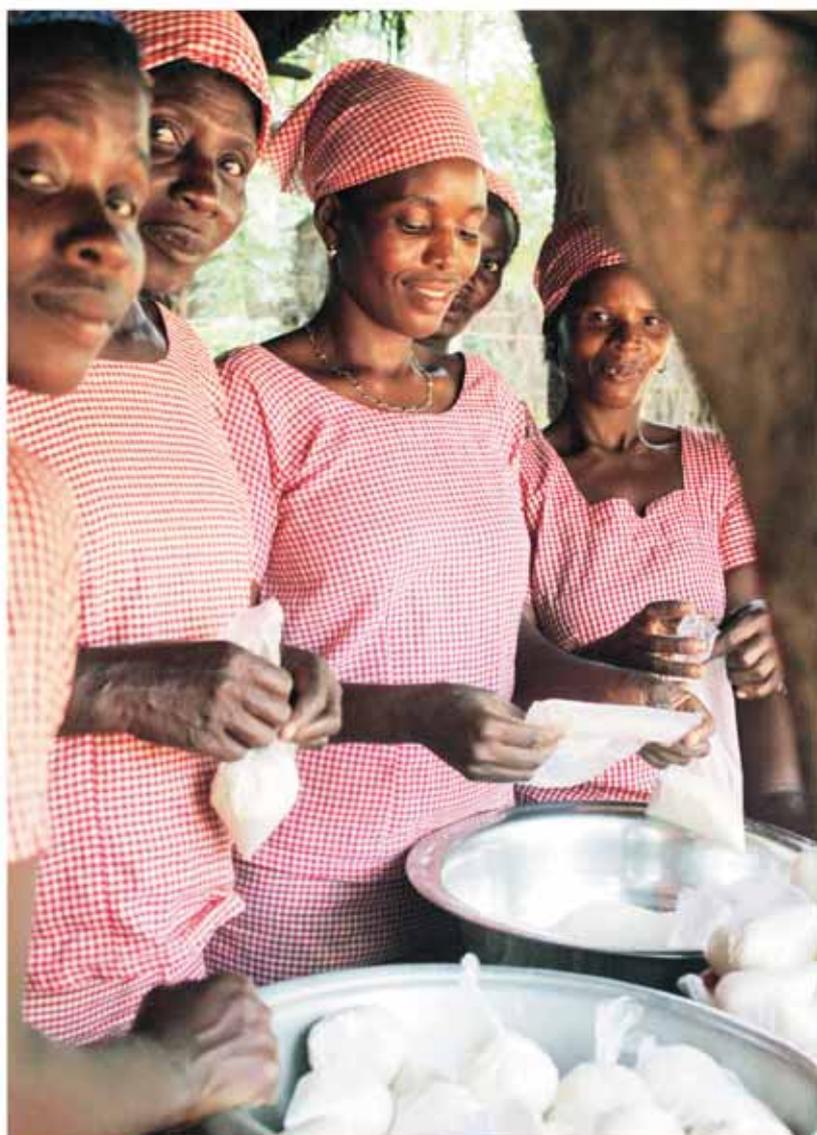
« Je peux vous dire qu'avant cette cantine, certains enfants n'avaient pas de quoi manger à midi. Et vous n'imaginez pas le nombre de parents qui n'arrivent pas à donner l'argent du petit déjeuner à leurs enfants. Donc des enfants pouvaient passer une journée entière sans rien manger. Certains allaient même jusqu'à abandonner l'école » raconte *Yao KOUZONLI, Président du Comité des Parents d'Elèves (CPE).*

Un programme qui s'appuie sur des mamans cantinières

Le directeur de l'école a fait une demande au PDC qui finance aujourd'hui un repas par jour aux élèves. Le rôle du PDC est de cibler des écoles, de les contacter, de former un groupe de mamans cantinières et de préparer un menu spécifique. ADRA Togo aide ensuite à la mise en place de la cantine. Le programme consiste à s'appuyer sur les femmes qui vendent des repas dans les établissements scolaires prioritairement, à les subventionner pour offrir des repas gratuits, à tous les enfants des établissements sélectionnés. A chaque maman cantinière est attribué un groupe d'élèves et, pour chaque repas servi, elles perçoivent 150 F CFA, payés chaque vendredi par le CPE. Avec cet argent, elles doivent acheter les ingrédients pour les repas. Tous les matins, le Président du CPE communique aux cuisinières le nombre d'élèves présents afin qu'elles préparent en conséquence. A l'école d'Anfoin, un système de ticket par élève a même été mis en place.

« Nous faisons de grands efforts pour que les enfants puissent apprécier nos mets. Tout en servant les enfants, une cuisinière explique : chaque plat comporte un morceau de poisson et certains enfants nous demandent d'échanger ces morceaux de poissons contre des boules de pâte. »

Selon la Directrice d'ADRA, « au début du projet, chaque enfant emmenait son gobelet, mais ils étaient différents en taille. Il y avait donc un souci d'équité. C'est pour ça qu'aujourd'hui, les parents se sont cotisés et nous avons acheté des gobelets et des bols uniformes. Le système est de servir le repas dans les bols avant la sortie des enfants. Cela permet ainsi aux femmes d'être impartiales dans le service du repas et de disposer du temps pour le contrôle du lavage des mains les enfants. La cantine scolaire garanti à chaque enfant d'avoir un repas chaud chaque jour où il vient à l'école. Cela a également permis de créer des emplois, pour les mamans cantinières. »





*Femmes préparatrices
de l'école primaire de
Tavémé*

Des résultats en matière d'éducation, de santé, de développement et d'émancipation féminine.

Les cantines scolaires ont pour objectif de contribuer à la dynamique de développement de l'éducation en favorisant l'égalité des chances, le maintien des enfants à l'école, l'amélioration des taux d'inscription et la lutte contre les carences nutritionnelles chez eux. Ce dispositif constitue un levier de base pour lutter contre la sous-alimentation et la faim.

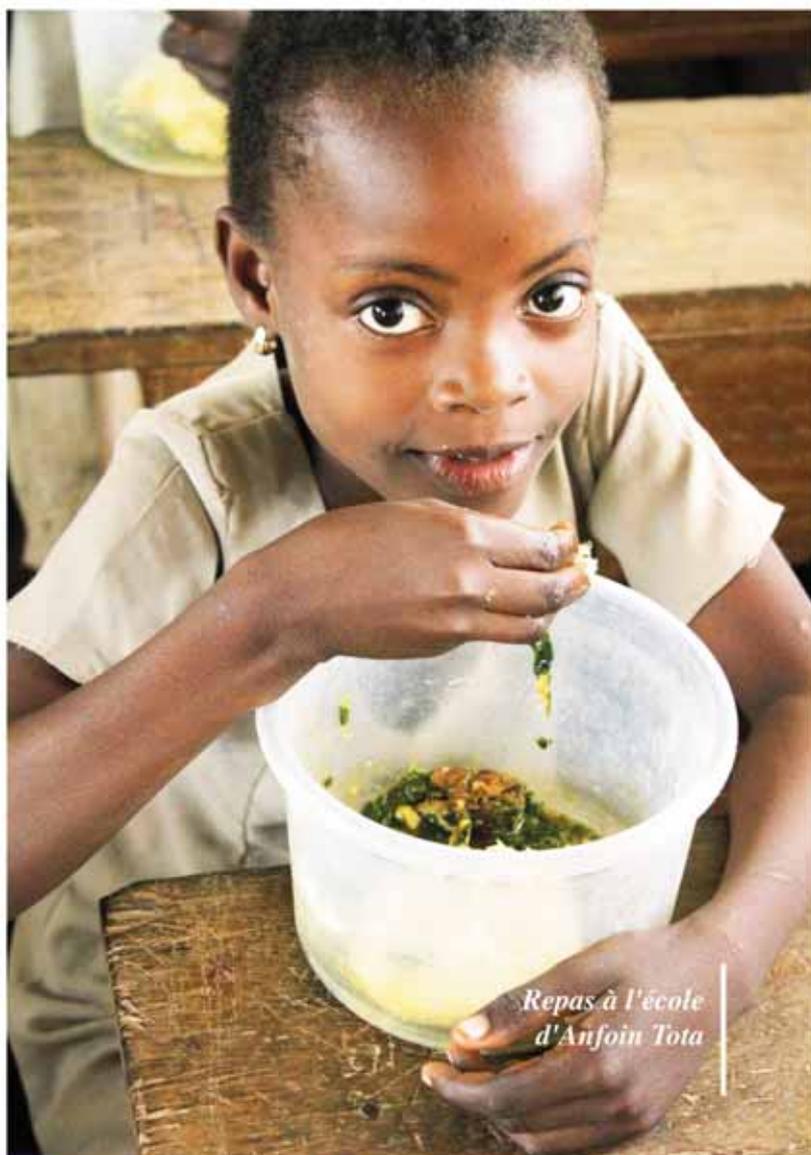
Les directeurs des deux écoles s'accordent pour dire que la cantine scolaire a changé beaucoup de choses : « Dans la journée, on sent une grande différence, raconte le directeur de l'école de Tavémé. Les élèves sont plus réguliers, plus motivés, ils tombent moins malades. Avant, les parents demandaient régulièrement des permissions pour que leurs enfants les aident à travailler aux champs. Maintenant qu'ils savent qu'un repas est assuré à leurs enfants à l'école, ces demandes ont sensiblement diminué. Le taux d'abandon a également été réduit. Cette année, nous n'avons eu aucun abandon.

Au contraire, l'effectif de l'école est passé de 306 élèves en 2010, à 356 cette année. » A l'école d'Anfoin, « nos résultats au CEPD sont de 100% depuis la cantine. Nos écoliers sont les meilleurs dans les centres d'examen de la zone. Il y a une grande différence sur le taux de réussite des élèves, se félicite le directeur. Aujourd'hui, il n'y a plus de retard, ni d'absence : si un élève arrive après 8 heures, il n'aura pas de ticket, donc pas de repas ».

Un avis partagé par la Directrice d'ADRA, qui précise : « Dans le village, beaucoup de parents ont compris l'utilité de l'éducation des enfants grâce à cette cantine. »

Au-delà de la simple fonction d'alimentation, les cantines scolaires intègrent un volet de développement et de lutte contre la pauvreté. L'existence des cantines aide à la scolarisation des fillettes et, par conséquent, à l'émancipation féminine. Elles constituent aussi pour les élèves un lieu et un temps d'échange, de sociabilité et de socialisation.

« C'est un grand soulagement pour nous, parents d'élèves, dicit Yao KOUZONLI. Beaucoup de parents sont plus que motivés à inscrire leurs enfants à l'école. Les résultats scolaires sont considérables. Les élèves après leur déjeuner se reposent et révisent leurs leçons pour l'après-midi. Ce projet donne le sourire aux lèvres à nos enfants et leur donne la joie de fréquenter. »



*Repas à l'école
d'Anfoin Tota*



*Dispositif
de lavage de main*

Une initiative qui dépasse le cadre alimentaire et qui fait des émules

La cantine, est accompagnée d'un système de lavage des mains, construit par les parents. « Nous avons fourni, pour accompagner la cantine scolaire, des chaussures sur mesure à chaque enfant. Cette opération sera renouvelée tous les 6 mois. La fourniture de ces chaussures évite aux enfants les égratignures et surtout les morsures de serpents. Ce projet a tellement plu que d'autres partenaires s'y sont greffés. Par exemple, l'association Solassol a fourni des fourneaux intelligents, qui utilisent moins de charbons et de bois et permettent ainsi de faire de grandes économies. » De même, certains parents d'élèves fournissent le bois de chauffe à bas prix aux cantinières.

« Aujourd'hui, notre préoccupation est de diminuer le coût unitaire des repas, explique Rodrigue BOLOUVI, coordinateur à ADRA Togo. Depuis 2009, le coût des repas est resté fixe : il est à 150 FCFA le repas servi, alors que les prix des denrées alimentaires, ont quant à eux augmenté. Pour diminuer les charges de ces mamans, il faudrait demander aux parents de contribuer. »

Les défis de la généralisation et de la pérennisation du programme

Le programme des cantines scolaires est implanté dans toutes les cinq régions économiques et particulièrement dans les écoles des zones pauvres. L'intérêt suscité par l'opération a permis d'observer une évolution significative des effectifs. En effet, parti d'un effectif de 18 803 écoliers en 2008 répartis dans 92 écoles, l'opération atteint, en 2013, un nombre de 258 écoles et un effectif de 61.466 enfants. Cette évolution est due à l'effort de mobilisation de ressources et à l'augmentation des effectifs dans les écoles touchées.

En termes de qualité et de quantité de repas servis et également en termes de respect des normes d'hygiène, les différentes évaluations menées sur l'opération donnent des indicateurs satisfaisants.

Le projet fait également un effort de déparasitage des enfants touchés. Ces opérations ont été menées au cours des années scolaires 2011-2012 et 2012-2013.

L'opération de repas scolaire, qui constitue à la fois un filet de protection sociale capable d'amortir les chocs sociaux et un investissement financièrement soutenable dans le capital humain pour réaliser l'objectif de l'éducation pour tous et apporter une protection sociale aux pauvres, rencontre un vif succès. Aujourd'hui, pour les acteurs du projet, le défi majeur est l'extension et de la pérennisation de l'opération repas scolaire ou cantine scolaire au Togo. Pour y parvenir, l'un des actions fortes sera de susciter l'intérêt des communautés pour participer au financement de l'opération. Il s'agira également de faire de ce programme intégré de cantines scolaires, une source de revenus pour ces communautés en assurant l'approvisionnement de ces cantines par les produits locaux.

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE



*Lavage
des bols*

AU JARDIN D'ENFANTS D'AKPESSÉMÉ

L'Etat togolais, dans sa dynamique d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations pauvres, a mis en place plusieurs mécanismes de développement économique et social. Le projet de développement communautaire est l'un de ces mécanismes et a la particularité d'être orienté vers les communautés les plus pauvres pour améliorer leur accès aux infrastructures de développement social.

Dans le cadre de ce projet, 390 microprojets ont été réalisés, notamment la construction, la réhabilitation et l'équipement de bâtiments scolaires et d'unités de soins de santé primaire, la réhabilitation de pistes rurales, l'installation de forages, la construction de hangars de marché, ou encore l'installation d'ouvrages d'assainissement.

Dans le secteur de l'éducation, la construction par le PDC de nouveaux bâtiments scolaires avec des ouvrages connexes a pour fondement de freiner les abandons d'école, et d'améliorer les taux de réussite scolaire.

Faire de l'éducation une priorité.

Sur un total de 3,329 demandes de financement d'infrastructure enregistrées, le secteur de l'éducation se trouve en tête avec 51.52% de demandes. C'est dire donc que les besoins sont plus importants dans le secteur de l'éducation. Le taux de réponse aux demandes enregistrées est d'environ 12%. Ce taux est certes faible, mais reste très significatif au regard de la durée du projet.

Le PDC est un projet de l'Etat togolais mis en œuvre depuis 2008 avec l'appui de la Banque mondiale. Il a pour objectif de fournir des infrastructures



communautaires améliorées aux populations pauvres à travers le financement, entre autres, d'au moins 320 microprojets socio-économiques que les communautés identifieront et mettront directement en œuvre.

Située au nord-ouest d'Atakpamé, AkpeSSémé fait partie des localités bénéficiaires des microprojets d'infrastructures. Son école primaire fait peau neuve avec la construction d'un nouveau bâtiment scolaire pour la maternelle. Le PDC a financé ce bâtiment à hauteur de 95% du coût de son coût, le reste a été pris en charge par la communauté bénéficiaire sous la forme d'apport de matériaux (sable, gravier, etc ?)

La joie des classes journalières renait.

« Avant, on faisait cours dans une cave avec des bancs usés. Il faisait tellement chaud que les enfants ne pouvaient pas suivre. Après la récréation, c'est sous les arbres qu'on faisait cours. Dehors, c'était impossible d'obtenir leur attention. On n'avait pas assez de tablettes, de bancs, et les enfants étaient assis sur des nattes. Nous n'avions pas de bureau, on s'asseyait sur des tabourets», confiait *Emilie AKAKPO à chronique de la base, assistante d'éducation à la maternelle de l'école primaire d'AkpeSSémé.*



« Il n'y avait pas de latrine, les enfants devaient soit aller à la maison ou derrière le bâtiment pour faire leur besoins. Ca dégagéait une odeur pestilentielle dans tout le bâtiment ». La construction de ce nouveau bâtiment scolaire, peint en bleu blanc, affectueusement appelé « jardin d'enfants » financé par la Banque Mondiale à travers le PDC a été achevé en 2012. « Je manque de mots pour exprimer ce que ce bâtiment représente pour nous. Les anciennes classes étaient très en mauvais état et n'arrivaient plus à contenir les enfants. Elles étaient aussi régulièrement inondées, et nous étions obligés de faire classe aux plus âgés sous un arbre. Du coup en temps de pluie, les enfants ne venaient plus à l'école », confie Eya AZIAPPE, Directrice du jardin d'enfants d'Akpéssémé.

Emilie, qui encadre les enfants de 4 ans ½ a, elle aussi reprit gout à la classe journalière : « maintenant les enfants sont à l'aise. On a suffisamment de mobilier et d'espace et les enfants sont attentifs, ils suivent bien les cours. On sent de la joie, de la gaieté chez eux. Moi-même je me sens mieux pour travailler, c'est aéré, il fait moins chaud. Ca améliore la qualité de l'enseignement ».

Un taux de scolarisation élevé

En une année, l'effectif des élèves dont l'âge est compris entre 3 ans et 5 ans est passé de 100 à 153 élèves. Beaucoup de parents cherchent à inscrire leurs enfants dans cette école car son impact se fait sentir dans toute la communauté. « Certains enfants pleurent et insistent pour venir faire la classe chez nous. Mais nous ne pouvons pas les accueillir tous car l'effectif est déjà plétorique » nous confie la directrice. Les résultats des enfants en sont la preuve.

« Mon enfant revient toujours à la maison avec des chants, des récitations » déclare la mère de Luc AGETOHO élève en 1ère année de maternelle.

Comme l'école primaire d'Akpessémé, plusieurs autres écoles dans toutes les régions du pays ont bénéficié de la construction de bâtiment scolaire avec latrines, point d'eau potable et mobilier, afin d'améliorer les taux d'inscription et de maintenir les enfants à l'école.

Dans le domaine de la santé également, l'amélioration des infrastructures déjà existantes ou la création de nouveaux centres de soins de santé avec des équipements et matériel a contribué à l'amélioration de l'état de santé des populations touchées. Le rapprochement des centres de soins de santé a également contribué au suivi de la mère et de l'enfant, tout en améliorant la couverture vaccinale.

Annie TOURETTE & Kokou KALEFE



*Salle de jeux
des enfants
de la maternelle
d'Akpessémé*

Emilie AKAKPO,
assistante d'éducation à la
maternelle de l'école
primaire d'Akpéssémé

mercredi, 19 juin

programme journalier

champ mathématique

activité jeu de

jeu organisé la ... antée

graphisme

hets

NOUVEAU DÉPART POUR LES COMMUNAUTÉS GRÂCE AUX TRAVAUX À HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE.

Les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) sont une sous-composante des microprojets du PDC qui répond à une double préoccupation. Il s'agit d'une part, de donner un emploi temporaire aux jeunes défavorisés des communautés bénéficiaires leur permettant d'accroître leurs niveaux de revenus et d'autre part de lutter contre la dégradation de l'environnement à travers la reforestation et la réalisation d'ouvrages de protection de l'environnement. Les actions menées dans le cadre du volet THIMO du PDC vont du reboisement à l'aménagement des digues filtrantes en passant par la construction de ponceau en bois. Nous sommes allés à la rencontre des communautés bénéficiaires de ce projet, à travers la réalisation de deux ouvrages : la mise en place d'une retenue d'eau à Soumbou, et la réfection d'une piste à Kigbaléou.

Le rêve aquatique d'Aledi

Soumbou, petit village à une dizaine de kilomètres de Kara. C'est ici, que le groupement 1+1 multiplie les activités génératrices de revenus grâce à une retenue d'eau. Depuis 2 ans, le village de Soumbou dispose d'une retenue d'eau grâce au Travaux à haute Intensité de Main d'Œuvre du PDC.

Au départ, c'était un petit étang dont l'eau se tarissait déjà en janvier. Pour pouvoir cultiver leur maraîchage, le groupement creusait des petits trous. Mais la population sollicitant l'eau pour la construction des cases et la lessive, l'eau ne suffisait plus pour le maraîchage.



Aledi GNANSA,
Président du groupement 1+1 de SOUMBOU

« Avant l'étendue d'eau, c'était très difficile. Nous avions seulement un petit trou avec très peu d'eau. Si on se levait trop tard, les autres villageois avaient déjà pris toute l'eau. J'étais obligée de me lever à 2h du matin pour être sûre d'avoir de l'eau. Pour faire la lessive, on devait aller dans la rivière à 4 kilomètres d'ici » *se souvient Delphine, membre du groupement 1+1.*

Puis, le groupement dont la principale valeur est le respect, selon ses membres, a demandé à l'appui du PDC à travers l'Agence d'Appui des Initiatives à la Base (AGAIB) de Kara. Il s'agit de « **faire de ces petits trous, une grande retenue d'eau** » comme l'explique Aledi GNANSA, Président du groupement. Le 02 mai 2011, 40 hommes et 40 femmes financés par le PDC ont alors commencé à creuser, pendant un mois et demi, ce qui constitue maintenant la fierté de Soumbou : une retenue d'eau de 20 mètres de large sur 60 mètres de long et 3 mètres de profondeur. La retenue a réglé bien des problèmes pour les habitants de Soumbou et a permis de développer de nouvelles activités lucratives. Elle a coûté 4.392.000 francs CFA.

L'argent du travail effectué par les ouvriers du village a permis au groupement d'acheter des engrais pour relancer les activités agricoles. Les jardins sont bien entretenus et grâce à la retenue d'eau, le maraichage a pris de l'ampleur si bien que c'est devenu une des activités principales de la communauté. En plus de sa pépinière, Aledi cultive donc le maïs, le sorgho, et le soja, ainsi que des laitues, des choux et des poivrons en saison sèche.

Mais plus que ses activités agricole, c'est la pisciculture qui fait la fierté d'Aledi et du village.



*Retenue d'eau
de Soumbou*

« Avec la retenue d'eau, la construction des cases et la lessive se font facilement. Les pépinières ont augmenté : Avant je ne faisais pas 500 plants par an, or aujourd'hui, je fais 22 500 plants par an toute espèce confondue (teck, orange, eucalyptus) » sourit le Président du groupement. Delphine rayonne : « Nous avons des personnes qui viennent des villages voisins juste pour prendre de l'eau. »

« Je rêvais de faire l'élevage des poissons et je me suis toujours dit que si on avait un étang d'eau on testerait l'élevage. Nous avons donc lancé un élevage de carpes. Aujourd'hui nous avons au moins 2 000 poissons et ça nous rapporte beaucoup. Le 30 avril dernier nous avons vendu 15 kg de poisson ! Aujourd'hui les gens viennent beaucoup nous visiter. »



Philippe DEJEAN
Coordonnateur d'AGAIB Kara

Selon M. Philippe Dejean, Coordonnateur d'AGAIB / Kara, « il y a un manque cruel de poissons dans la zone et le coup d'essai a motivé le groupement. Ils ont essayé la pisciculture, s'y sont mis à fond et ils ont réussi à obtenir de bons résultats. Avec cette retenue d'eau, les conditions de vie de la communauté ont considérablement changé. »

La communauté ambitionne même de transformer la retenue en un barrage et plusieurs étangs d'eau pour développer la pisciculture.

« Nous voulons maintenant réaliser un forage pour avoir de l'eau potable pour la consommation et aussi avoir plusieurs étangs d'eau pour la pisciculture. De plus, il y a beaucoup de grenouilles au bord de la retenue d'eau. Les gens en consomment beaucoup actuellement, mais celles que nous avons sont un peu petites pour la commercialisation. Je voudrais ajouter d'autres espèces ».

Du poisson à la grenouille, Aledi a pu réaliser son rêve aquatique à Soumbou.

Une communauté désenclavée

Autre projet, autre décor. Loin des grenouilles, ce sont les troupeaux de bœufs que nous retrouvons dans le village de Kigbaléou. C'est en empruntant une piste longue de 4 kilomètres bordée de champs de manioc et parsemée de radiers submersibles que nous arrivons dans ce petit village peul d'éleveurs de bœufs de 800 habitants, non loin de la ville Bafilo. Une des particularités de Kigbaléou est l'exploitation d'une carrière de sable, à quelques mètres du village. Les femmes du village en font donc le commerce, et les camions vont et viennent afin d'approvisionner les villages environnants en sable. Cette mine est une source de revenu importante pour le village. Seulement la piste qui mène à la mine était encore quasi impraticable il y a un an.



Koriko MOUKAILA, secrétaire général du CVD de Kigbaléou

En effet, le CVD de Kigbaléou a sollicité et obtenu l'aménagement de la piste reliant le village à Tchonworo. Les deux villages ne sont distants que de 4 km. Et pourtant, il y a un an, il aurait été impossible de rejoindre Kigbaléou à cette période.

« Nous avons d'énormes difficultés pour acheminer les produits alimentaires et acheminer le sable » raconte Koriko Moukaila, secrétaire général du CVD de Kigbaléou. **« L'état de la piste était tel qu'en saison des pluies, nous pouvions nous retrouver isolés du monde pendant 2 mois. »**

L'ancienne piste passait au milieu du CEG de Tchonworo, obligeant les camions de chargement de sable à circuler au milieu du CEG, et provoquant la colère des élèves et enseignants sans cesse perturbés par ces allers et venues. L'enceinte du CEG fermait donc régulièrement ses portes, condamnant ainsi la seule route reliant Kigbaléou à Tchonworo et stoppant le commerce du sable.

Le piètre état de la piste empêchait également les acteurs de l'éducation, notamment les inspecteurs, de rendre visite à l'école primaire de Kigbaléou.

Pour les femmes, vendre leurs produits agricoles et acheter des denrées était un véritable parcours du combattant : **« Nous marchions deux heures durant pour nous rendre au marché de Bafilo »** témoignent-elles.

Le CVD de Kigbaléou a donc sollicité auprès du PDC l'aménagement de la piste reliant le village à Tchonworo. **« Le projet, qui a démarré en mars 2012, a employé 92 personnes, dont 27 femmes, de Kigbaléou et de Tchonworo rémunérés par le PDC à travers sa composante Travaux à haute Intensité de Main d'Œuvre. Le PDC a offert ainsi des emplois aux jeunes des deux localités. »** explique Abalo AMANA, spécialiste en infrastructures et passation des marchés auprès de l'Agence d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB) de Kara.

Durant 40 jours, les communautés des deux villages ont œuvré à rendre la piste praticable quelle que soit la saison. Les travailleurs, par cette opération THIMO ont créé manuellement des déviations, des fossés latéraux, des radiers pour laisser l'eau s'écouler et ont remblayé les parties raviniées.

La piste ainsi aménagée est devenue praticable, facilitant l'accès au village.

« Maintenant les motos peuvent venir nous chercher et nous emmener au marché. En 5 minutes on peut être à Bafilo » témoigne l'une des travailleuses de la piste, mère de famille à Kigbaléou.

La création de ces emplois temporaires a également permis différents investissements. Les hommes ont pu acheter l'engrais pour leur champ et les femmes ont investi dans un fonds de commerce. **« Nous avons acheté les denrées de première nécessité comme les graines de karité, du maïs et du mil, et nous les avons revendus en période de soudure sur le marché à un prix plus élevé ».**

Aujourd'hui, c'est toute une communauté qui a été désenclavée. Les acteurs éducatifs sont de nouveau présents aux côtés des enfants de Kigbaléou, le transport des denrées et intrants est facilité, les produits agricoles peuvent être écoulés vers les marchés locaux, le commerce de sable est prospère, et les élèves du CEG de Tchonworo peuvent enfin étudier dans le calme.

Pari gagné pour le PDC selon Abalo AMANA :

« Ce projet a réussi parce qu'on a réellement contribué à améliorer les conditions de vie des communautés rurales ».

Mise en œuvre depuis octobre 2010, cette sous composante du PDC a permis de reboiser 2.064,41 hectares de terres, de réhabiliter 100 retenues et pistes dégradées et de fournir un emploi temporaire à 26 396 personnes dont 58% sont des jeunes et 41% des femmes.

Annie Tourette & Kokou KALEFE



Piste de Kigbaléou

PLANTES À RACINES ET TUBERCULES (PRT)**INSTALLATION D'UNE UNITÉ DE TRANSFORMATION DE MANIOC À DACKO.**

L'EXODE RURAL ARRÊTÉ IN EXTRÉMIS !

Initiié et mis en œuvre depuis 2009 par le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le projet de développement des Plantes à Racines et Tubercules (PRT), qui couvre les régions Maritime, Plateaux, Centrale et de la Kara, vise à promouvoir l'auto-emploi des jeunes et des groupes vulnérables et à favoriser l'autosuffisance alimentaire par la culture intensive des Plantes à Racines et Tubercules, notamment le manioc et l'igname. Les bénéficiaires de cet ambitieux programme sont en majorité des jeunes, issus de quelques 571 groupements agricoles.

Conscient de son rôle dans la promotion du développement des plus vulnérables, le ministère en charge du développement à la base a décidé depuis quelques années d'accompagner et de soutenir les groupements agricoles dans leurs efforts de croissance économique et de relance de l'agriculture togolaise. Des efforts qui, aujourd'hui, portent déjà leurs fruits et qui méritent d'être encouragés et soutenus.

L'unité de transformation du manioc de Dacko : une expérience réussie.

Dacko, préfecture d'Assoli, à environ une vingtaine de km de la ville de Bafilo. Ici réside le groupement agricole "Essovalè", en français "Dieudonné". Créé depuis 2003 et composé de 21 membres, ce groupement a bénéficié des conseils et de l'expertise de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) de la région Centrale, pour l'élaboration des textes légaux devant régir son fonctionnement.

Aujourd'hui bénéficiaire du Projet PRT, le groupement Essovalè a déjà bénéficié de trois sessions de formations indispensables à la bonne gestion d'un groupement. Il s'agit notamment de formations relatives aux notions et à la gestion de groupements, ainsi qu'à la transformation du manioc en différents produits dérivés.



Les résultats encourageants enregistrés par ledit groupement, notamment dans la production du manioc, ont motivé le ministère en charge du développement à la base à y installer une unité de transformation composée, à l'instar de celle de Dacko, d'un abri, d'un moteur diesel, de râpeuses, de presses en inox, de fours, de cuiseurs à gaz et des tables de séchage. Cette unité de transformation permet désormais au groupement Essovalè, de transformer le manioc en plusieurs produits dérivés.

« Grace au projet PRT et surtout à l'unité de transformation du manioc, le groupement commercialise le gari, la farine de fofou et le tapioca. Un sac de gari se vend à 28 000 FCFA. Des commerçantes viennent s'en procurer chez nous en gros et revendent ensuite en détails sur les marchés » a précisé Myriam DJIBRIL, présidente du groupement Essovalè.

Pour elle « l'installation de cette unité de transformation a permis au groupement Essovalè de participer à plusieurs foires nationales, au forum des acteurs du développement à la base tenu à Kara et surtout à la foire de Dakar au Sénégal où le groupement a tissé des relations. »

Le groupement a également participé au forum des paysans organisé à Dapaong et à Kpalimé.

Quelques mois d'activités et de gestion ont permis à Essovalè de réaliser 467 000 FCFA de bénéfice pour 2 hectares de champs de manioc transformés en ces principaux produits dérivés. Pour un hectare de champ de manioc, le groupement produit jusqu'à 50 sacs de gari qu'il revend à raison de 28 000 FCFA le sac de 100 kg. Toutes motivées, les femmes du groupement entendent accroître leurs recettes au fil des années.



Les machines de transformation de manioc à Dacko

La forte demande sur le marché a conduit le groupement Essovalè à chercher d'autres fournisseurs de manioc, notamment le groupement Farin Tchonini, ayant lui aussi bénéficié de formations et d'appui du Ministère du Développement à la Base et qui produit aujourd'hui en moyenne 25 hectares de champs de manioc.

Pour permettre à l'unité d'être opérationnelle, le ministère a identifié, autour de cette unité, une vingtaine de groupements de producteurs qui ont suivi une formation sur les techniques de production et ont bénéficié de crédit de campagne accordé par WAGES.

Une expérience aux retombées positives.

« L'unité de transformation de manioc dont nous avons bénéficié de la part du ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes nous a permis de prendre soin de nos enfants, de nos maris et de nous-mêmes. Toutes les femmes arrivent à assurer la scolarisation de leurs enfants. Le phénomène d'exode rural tant observé dans le village n'existe plus. Auparavant, les femmes se rendaient au Nigéria, au Bénin ou au Ghana pour avoir une vie meilleure et épanouie, mais aujourd'hui nous sommes fiers de compter sur tous les habitants du village pour son développement. » a indiqué, soulagée, la Présidente du groupement.

Désormais plus outillé et mieux organisé, le groupement Essovalè est sollicité dans d'autres localités environnantes pour apporter son appui et son expertise à la formation et la gestion des groupements. Un exercice que tous les membres du groupement accomplissent avec joie, convaincus que leurs expériences permettront de faire bouger les lignes.

Des perspectives édifiantes...

La préoccupation majeure du groupement est d'agrandir considérablement ses espaces cultivables de manioc afin de satisfaire les besoins du marché national et étranger.

Ayant à cœur le développement du village, le groupement Essovalè entend, par les bénéfices de la gestion de son unité de transformation, en installer une autre dans une localité afin d'aider les populations à se prendre en charge et à freiner l'exode rural. Le groupement envisage en outre la construction d'un magasin de stockage. Les enfants les plus démunis du village bénéficieront des articles scolaires au cours de la rentrée prochaine.

Précisons que les unités de transformation de manioc ont été installées à Dacko (préfecture d'Assoli), Pagala Gare (préfecture de Blitta), à Kpové (préfecture de Haho) et à Dalavé dans la préfecture de Zio par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, grâce à l'appui des opérateurs de téléphonie Togo cellulaire et Togo télécom.

Kevin DASSA



*Deux vaillantes femmes
de Dacko à l'oeuvre*

Des groupements agricoles à l'école des techniques d'entrepreneuriat.

Quelques 170 nouveaux groupements agricoles identifiés autour des unités de transformations du manioc se sont formés les 10 et 11 juin dernier en entrepreneuriat agricole, en prévision et gestion financière d'opérations de production, et en planification et organisation du travail dans une coopérative. Cette formation leur permettra d'accéder au crédit afin d'améliorer leur productivité agricole. Les groupements bénéficiaires de la formation, constitués en moyenne de 10 personnes, provenant

de plusieurs préfectures notamment celles des Laes, Vo, Yoto, Zio, Haho, Ogou, Assoli, Kozah, Blitta et Sotouboua répartis dans quatre centres de formation que sont Aného, Notsé, Kara et Sotouboua.

Ces groupements formés peuvent alors prétendre au financement de leurs activités auprès de l'institution partenaire de microfinance WAGES, à hauteur d'un million de francs CFA minimum par groupement, à raison de 100 000 francs par personne, pour une exploitation d'un demi-hectare et assorti d'un taux d'intérêt négocié de 10% payable sur une période différée de 12 mois.

K.D.

WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo



Toutes les couleurs du Togo
Toutes les couleurs de l'info

republicoftogo.com

